

le monde libertaire

Oaxaca face aux milices d'État



Syndicats
dans les collimateurs

Police
médias complices

Saint-Ouen
expulsions

M 02137 - 1453 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui,
demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers
l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours »

Errico Malatesta

hebdo n° 1453

du 2 au 8 novembre 2006

Sommaire

Syndicalisme, l'hallali?, par J.-P. Germain, page 4

Eron, ça arrive loin de chez vous..., par J.-P. Gault, page 5

L'autruche ne désarme pas, par F. Ladrisse, page 5

Brèves de **combat**, page 6

Licenciements dans l'automobile, par Louise-Emma, page 7

Campagne électorale et **police**, par le groupe Nada, page 8

Faits d'**hiver**, par J.-M. Raynaud, page 9

Saint-Ouen, les sans-papiers, par Rébecca, page 10

Espagne, **entretien** avec O. Alberola, par T. Libertad, page 11

Décroissance, rupture avec le capitalisme, par J.-P. Tertrais, page 14

Transmutation de l'**anarchisme**, par C. M. Lorenzo, page 17

Histoire universelle de **Marseille**, par F. Roux, page 19

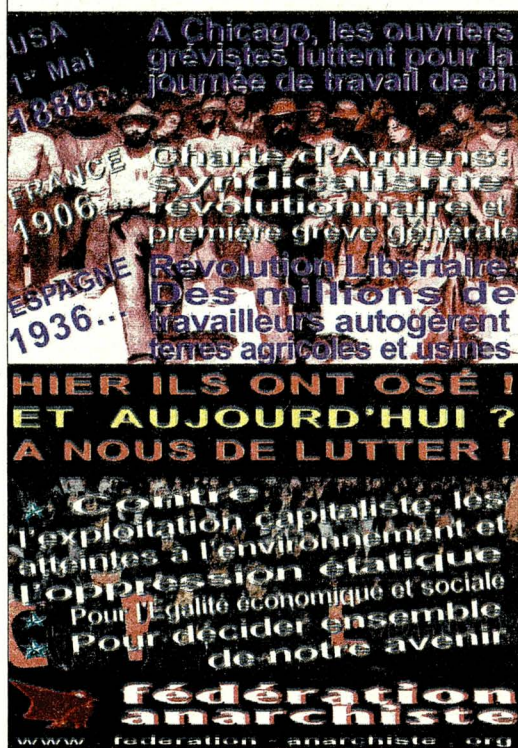
Islam et palpitants, par N. Potkine, page 20

Malatesta toujours là, par Pacotte, page 21

Non-lieu pour **Marc Auray**, par Guy, page 21

Radio libertaire, page 22

Agenda, page 23



Affiche de l'union régionale Bretagne de la Fédération anarchiste (70 cm par 100 cm).

Les affiches sont disponibles à la vente sur place et par correspondance (frais de port de 10 % en sus) à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.
Prix: 14 euros les 50 affiches
1 euro à l'unité

Tarifs

(Hors-série inclus)

3 mois, 13 n^{os}

6 mois, 25 n^{os}

1 an, 45 n^{os}

France

et DOM-TOM

☐ 20 €

☐ 38 €

☐ 61 €

Étranger

☐ 27 €

☐ 46 €

☐ 77 €

(en lettres capitales. Règlement à l'ordre de Publico, à joindre au bulletin)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

BULLETIN D'ABONNEMENT

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} ☐ 76 €

Pour les détenus et chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sauf sous pli fermé). Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR7642559000062100287960215). Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Rédaction et administration: 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08 – Fax: 01 49 29 98 59

Directeur de publication: Bernard Touchais – Commission paritaire n° 0609 C 80740 – Imprimerie EDRB (Paris)

Dépot légal 44145 – 1^{er} trimestre 1977 Routage 205 – EDRB Diffusion NMPP. Photos et illustrations de ce numéro: droits réservés.



Comme l'assemblée populaire de Oaxaca nous l'avait annoncé, le gouvernement mexicain y a envoyé l'armée afin de mater la révolte. À l'heure où nous bouclons le journal, celle-ci encercle la ville, et le peuple, désarmé, est retranché derrière les barricades. Le gouverneur de la province a donc eu ce qu'il voulait, il n'a pas flanché et n'a fait aucune concession. L'assemblée populaire lançait depuis cet été des appels à la solidarité internationale pour essayer d'éviter de se faire massacrer dans l'indifférence générale et pour que le gouvernement mexicain y réfléchisse à deux fois avant de réprimer la révolte dans le sang; le gouverneur lui a répondu à sa manière en provoquant les hostilités par l'assassinat d'un journaliste new-yorkais. Cela est un exemple parmi d'autres du mépris dans lequel les dirigeants de notre planète tiennent les peuples qu'ils dirigent, trop occupés qu'ils sont à favoriser l'enrichissement des grandes multinationales et de leurs actionnaires. Ici, en France, nous ne sommes pas une exception à cette règle, notre président, en visite en Chine, a enfourné dans sa giberne quelques gros contrats qui permettront aux entrepreneurs français d'exploiter un peu plus les ouvriers chinois tout en leur refourguant le surplus de notre production. Nos patrons, eux, et les représentants des grandes centrales syndicales se sont réunis au sommet, histoire d'étudier de quelle manière organiser la casse du code du travail. Il s'agit d'enterrer les acquis sociaux que nous avons conquis au prix de plus de cent cinquante ans de lutte. Il s'agit aussi, ne soyons pas dupes, de fournir quelque matière aux programmes électoraux des différents partis en campagne, l'insécurité à elle seule ne suffisant pas à alimenter ceux-ci. Pourtant, en ce qui concerne l'insécurité, la police met le paquet pour montrer son efficacité, et ce sont les jeunes des banlieues, les sans-papiers, les mal-logés et les pauvres en général qui en font les frais. En Espagne, la réhabilitation des combattants pour la liberté qui luttèrent contre la dictature franquiste risque fort de n'avoir jamais lieu, au nom de la réconciliation nationale. Autant dire que l'on ne veut pas rouvrir la boîte de Pandore, qui risquerait d'embarrasser des caciques de la sphère économique et politique espagnole, dont le comportement sous la dictature n'était pas au-dessus de tout soupçon. Que ce soit à Oaxaca, à Paris ou à Madrid, nos gouvernants se paient notre fiolle et jouent notre vie sur le tapis vert des tables de négociation. À nous de leur montrer, en descendant dans la rue, que, à semer la misère, ils récolteront la colère.

Oaxaca, du spectre de Louise Michel à celui d'Adolphe Thiers

Retour sur les événements qui ont frappé la province mexicaine et sur la situation actuelle

14 juin 2006

Naissance de la commune insurgée

La révolte de Oaxaca est née de la répression sanglante qui s'est abattue le 14 juin dernier suite à la manifestation des enseignants de la ville pour réclamer de meilleures conditions de travail ainsi qu'une hausse de salaire. La police a tiré sur les manifestants, de nombreux blessés et de nombreuses arrestations ont été dénombrés, ainsi que des perquisitions violentes et la destruction de la radio communautaire Radio Plantón. Les enseignants ont alors exigé la destitution du gouverneur de l'État de Oaxaca Úlises Ruiz. Cette revendication a rallié une très large partie de la société oaxaqueña: « Offensés tant par la fraude électorale par laquelle Úlises Ruiz est devenu gouverneur que par la violence gouvernementale contre une multitude d'organisations communautaires et régionales, des centaines de milliers de Oaxaqueños ont investi la rue et plus de trente mairies. Près de 350 organisations, communautés indigènes, syndicats et associations civiles ont formé l'Assemblée populaire du peuple de Oaxaca (APPO). »¹

Les élections du 2 juillet 2006

Ayant laissé entendre dans un premier temps qu'ils boycotteraient les élections, les insurgés ont décidé de soutenir la coalition « Pour le bien de tous » contre le gouvernement d'Úlises Ruiz. Cette coalition obtient 9 des 11 députés et deux sièges de sénateur. Depuis, la « commission négociatrice élargie » (organisme du syndicat des enseignants) ne négocie plus ses revendications avec lui, elle n'accepte ni son argent, ni ses programmes: elle dirige seule. Dans le même temps, l'APPO a lancé une campagne de désobéissance civile pour montrer l'absence d'autorité dans l'État. Désormais, le mouvement assume seul le contrôle politique de la ville de Oaxaca. Úlises Ruiz a essayé en vain de changer les membres de son cabinet pour conserver le pouvoir: il ne s'agit plus de problème avec la classe politique de cet État mais avec la société dans son ensemble.

L'APPO déclare l'alerte maximale

Le 18 octobre, en sortant d'une réunion, un enseignant a été abattu de trois balles tirées depuis une voiture sans plaque. D'autres ont

reçu des menaces de mort par téléphone. L'APPO a déclaré l'alerte maximale pour renforcer les occupations et les barricades. La section XXII du Syndicat national des travailleurs de l'éducation a décidé de consulter les 70 000 enseignants de l'État pour savoir s'ils veulent continuer ou cesser la grève. Avant même le résultat, des militants et des parents d'élèves ont manifesté pour la poursuite de la grève aux cris de « un enseignant conscient ne se rend ni ne se vend » et « enseignant, tu as commencé, tu dois terminer! Úlises n'est pas parti, tu dois le chasser! ».

La répression

Au 26 octobre, les paramilitaires (soldats ou flics en civil) ont fait huit morts depuis le début du conflit. « La présidente du Syndicat national des travailleurs de l'éducation (SNTE), Esther Elba Gordillo, a annoncé qu'elle allait exclure du syndicat la section XXII, à l'origine de la révolte de Oaxaca. La réponse des professeurs n'a pas tardé: plusieurs associations de professeurs de tous les États mexicains ont décidé de former un nouveau syndicat et ne plus payer leur cotisation au SNTE, qui est "une mafia corrompue" aux ordres du gouvernement. Ils préparent pour le 19 novembre une convention nationale éducative et appellent tous les professeurs du SNTE à quitter celui-ci pour les rejoindre. » À ce stade de la révolte, on peut se demander pourquoi l'APPO maintient comme revendication principale le simple remplacement du gouverneur de l'État. Cela s'explique par l'attitude du PRI, seul parti qui se soit illustré aux yeux des Mexicains comme ne se souciant absolument pas des problèmes publics, détournant constamment les fonds publics, impunité totale des proches du pouvoir, arrestation des opposants politiques, quand ils ne sont pas tués par des inconnus. Dans l'esprit des révoltés, sa démission n'est qu'une étape et les associations veilleront à ce que plus jamais un parti politique comme le PRI exerce un pouvoir exclusif.

Le 27 octobre a été marqué par l'arrêt de toute activité et fut une journée des plus meurtrières: quatre morts et plus d'une vingtaine de blessés par balle ou arme blanche, dont un journaliste d'Indymedia-New-York. Ceux que l'on appelle les « tueurs de l'assassin Úlises Ruiz » ont tiré

sur les barricades de l'APPO dans l'avenue de Ferrocarriles, de Santa Lucía del Camino et dans l'agence municipale de Coyotepec, dans la banlieue de Oaxaca. L'APPO n'a pas jusqu'à présent répondu à la provocation en s'armant et c'est les mains nues qu'elle garde les barricades. L'APPO organise le système de soin car l'hôpital n'est plus un lieu sûr. La radio universitaire fonctionne, ce qui permet de coordonner les mouvements, de renforcer les barricades qui montrent des signes de faiblesse et de prévenir de la venue des troupes de choc.²

Le 28 octobre, Abascal, le ministre de l'Intérieur, vient de donner l'ordre à la troupe d'intervenir. Les événements qui ont eu lieu ces derniers jours ont bien servi de prétexte à l'intervention militaire. Le gouverneur et l'État mexicain avaient bien orchestré ces attaques pour lancer l'armée contre les insurgés.

D'jo

groupe-claaaaaash@federation-anarchiste.org

1. Toutes les citations proviennent de différents textes publiés sur le site du Comité de soutien des peuples du Chiapas en lutte : <http://cspcl.ouvaton.org>

2. Pour écouter Radio Universidad tenue par l'APPO :

<http://radio.indymedia.org:8000/appo.mp3.m3u>

Qui mène le bal ?

Les syndicats désunis subissent les tirs croisés

LA SEMAINE DERNIÈRE, au plan social, il y a eu diverses choses et réunions. Au Carrousel du Louvre à Paris il y a même eu un colloque où se sont retrouvés droite et gauche (Martine Aubry, Michel Giraud, Jean-Pierre Soisson...) et représentants des boutiques syndicales (Edmond Maire pour la CFDT, André Bergeron pour la CGT-FO, Louis Viannet pour la CGT toute seule). C'était à l'occasion du centenaire du ministère du Travail. Avant il semblerait qu'il y ait eu une sorte de raout où étaient présents les actuels secrétaires confédéraux CGT, CFDT, FO, CFTC et CGC. On aurait presque oublié les rats laveurs de cette liste à la Prévert, mais il y avait aussi Jacques Delors en tant qu'ancien président de la Commission européenne et Emilio Gabadi en tant qu'ex-secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats.

Beaucoup de noms connus, d'autres moins et une ambiance « tout le monde il est gentil ». Le ministre de l'Emploi et de la Cohésion sociale, Jean-Louis Borloo, avait tout fait pour que les négociations à venir pour la réforme du droit du travail débutent dans un climat serein.

Pourtant, toutes les officines syndicales représentatives, quand elles ne soliloquent plus avec les pouvoirs publics, sont contre les attaques au code du travail. Et ceux qui sont là pour le faire respecter, inspectrices et inspecteurs du travail, manifestaient la semaine dernière à deux pas de la célébration sus-citée. Cinq fédérations syndicales (CGT, Sud, CFTC, FSU et Unsa) avaient appelé à la grève pour protester contre leurs conditions de travail : « on passe pour des gêneurs », déclare l'un d'eux à la presse¹. La sécurité, la santé dans l'entreprise, oui, mais pas plus loin. La justice, principalement les prud'hommes, régularisant les situations quand les travailleurs ne sont plus dans l'entreprise, le rôle de l'inspecteur du travail devra « arranger la situation quand le salarié est encore en place ». Le rôle des syndicats, dans leurs structures de proximité, les unions locales – mais... quid de celles-ci –, devrait être déterminant. Cependant, comme le faisait cruellement

remarquer un militant du SNUTEF : « Le reste, les questions de sécurité, le travail illégal, sera l'affaire des syndicats et des tribunaux. Mais en France, la représentation syndicale est extrêmement faible et ne fait pas le poids face au patronat². »

Triste constatation quand ceux-là même étaient convoqués même jour, même heure à fêter le centenaire du ministère du Travail et à se souvenir de 1936, de la Libération et des accords de Grenelle de mai 1968...

D'autant plus que lundi 23 octobre, la même semaine donc, patronat et syndicats se retrouvaient au Medef³ pour cause de « réforme du marché du travail ».

La chose avait été annoncée le matin même dans la presse économique : « Medef et syndicats au chevet du marché du travail », « Recherche d'un diagnostic commun », « Abrogation de la durée légale du temps de travail », le ton est donné à la une. Le monde du travail est, selon le patronat, malade et, main dans la main, « leaders syndicaux et patrons » vont le soigner !

D'un côté on souhaite revisiter la représentativité syndicale (voir le *Monde libertaire* n° 1450) et, de l'autre, on réclame sa caution, sa collaboration pour annihiler ce qui reste du code du travail. Le baron Seillière voulait une « refondation sociale », Laurence Parisot souhaite « une délibération sociale », et le lycée de Versailles dans tout ça ?

Plus de souplesse pour les entreprises, c'est-à-dire, entre autres, la liberté de licencier quand elles veulent, on connaît déjà la chanson. La dirigeante du Medef parle pour la partie syndicale quand elle affirme que « les syndicats ne sont pas les ennemis des entreprises et celles-ci ne sont pas les ennemis des salariés ». Tout le monde sur le même bateau et vogue la galère !

Les trente-cinq heures, quelque peu « égratignées » par la candidate Royal, étaient aussi les invités non-surprise de ce sommet patronat-syndicats. On a à l'esprit la surprenante passe d'armes entre Laurence Parisot et Thierry Breton, l'un reprochant à l'autre son

absence de réaction au projet socialiste de généralisation des 35 heures. La secrétaire de l'organisation patronale mettant au défi le ministre UMP d'« abroger les 35 heures ». Une fissure dans le camp de la droite ? Une récente déclaration de Laurence Parisot pourrait être considérée comme une prise de position antisarkosiste : « Il n'est jamais bon en démocratie qu'un gouvernement pense qu'il peut dicter sa conduite ou sa stratégie à une organisation syndicale, qu'elle soit une organisation d'employeurs ou de salariés. »

Diable, la charte du travail gaulliste n'est pas loin et on se demande ce qui va sortir de cette mêlée ouverte !

Tout le paysage social est obscurci par l'élection présidentielle et le politique tente d'affirmer sa suprématie sur ce qui reste du mouvement syndical⁴. Pendant ce temps-là, dans les gazettes on glose sur « l'argent des syndicats » et le « racket de la formation professionnelle ».

Des échéances ont été prises entre syndicats et Medef. Pour le mieux-être du monde du travail ?

Tout dépend des critères, les nôtres comportent l'espérance d'une autre société, de ne pas être un marchepied pour l'accession aux rênes de l'État. La « sécurisation des parcours professionnels » c'est bien, mais l'« urgence sociale » réclame autre chose. À propos, au centenaire du ministère du Travail, le buffet était-il bon ?

Jean-Pierre Germain

1. On se souviendra du meurtre de deux inspecteurs du travail en septembre 2004 à Saussignac, en Dordogne.

2. Voir *Libération* du 26 octobre.

3. Quelques rappels : le Medef, en 1998 (Mouvement des entreprises de France), a succédé au CNPF de 1946 (Conseil national du patronat français).

4. Ségolène Royal, Marie-George Buffet, volent au secours d'entreprises en difficulté. L'UMP réclame la « liberté d'embauche ».

Allez Jeff, neuf mille jours c'est pas long !



Le procès des dirigeants d'Enron s'est terminé. Pour une fois les patrons vont en prison... non pour avoir spolié leurs salariés mais pour avoir escroqué leurs actionnaires.

« J'AVAIS 1,3 MILLION de dollars et il ne me reste plus que deux pendules ! » Ainsi pleurniche Charles Preswood, un des anciens salariés, actionnaire d'Enron qui a eu le nez creux en confiant ses économies et ses cotisations de retraite à son employeur, Enron. On peut certes penser qu'il n'a pas eu le choix et que le système est ainsi fait. C'est comme ça. Il reste que l'arnaque est à la dimension de l'entreprise: énorme. L'effondrement d'Enron en 2001 a entraîné la perte de près de cinq mille emplois, de plus de 60 milliards de dollars de capitalisation boursière et plus de deux milliards de dollars de fonds de pension, ruinant ainsi des centaines de salariés.

La justice est néanmoins passée. Vingt-quatre ans et quatre mois et une amende de 45 millions de dollars. Près de 9 000 jours de zonzone pour dix-neuf chefs d'inculpation pour le principal coupable, Jeffrey Skilling, c'est finalement assez peu, eu égard à perpète, peine qu'il encourait pour des crimes de ce calibre. Pour faire de l'humour style *Canard enchaîné*, cet ancien courtier en électricité n'est pas un simple fusible et je ne suis même pas sûr qu'il soit capable de changer une ampoule. Son principal complice et fondateur de la compagnie, Kenneth Lay, avait lui, au moins, eu le bon goût et l'élégance de dévisser sa queue de billard l'été dernier. Requiescat in pace...

Jeffrey Skilling, c'est le prototype même de cette « business class » élevée sous la mère, écoles de commerce prestigieuses et dont la sacro sainte préoccupation et l'objet de toutes les vénération et de toutes les attentions reste avant tout le dieu dollar. Et c'est qu'il a dû en voir passer, le bougre ! Il a désormais tout son temps compté

ceux qu'il a dilapidés et tout ceux qu'il a volés à ses actionnaires et surtout à tous ses salariés.

Le système étatsunien est ainsi fait que nos retraites complémentaires, notre assurance vieillesse et maladie sont pour ces laborieux employés quasi inexistantes et relèvent sans doute pour leur grande majorité d'un archaïsme et d'un exotisme pittoresques. Assurances privées, fonds de pensions incontrôlables, sont leur seules « garanties » d'une retraite. Et je ne parle pas des chômeurs ou de ces pathétiques meurent de faim qui tentent chaque jour de pénétrer, j'allais dire naïvement, en fraude aux States. Mais chez eux c'est encore pire... Alors, soit dit en passant, raison de plus ici de nous acharner à défendre notre système bec et ongles, si imparfait soit-il, car c'est exactement ce genre de saloperies que voudraient bien mettre en place les Bébéar, les Fillon et Cie.

Vingt-quatre ans pour des dizaines de milliards de dollars, ça reste finalement pas grand chose. Sans compter qu'il y a fort à parier que les conditions de détention de Jeffrey Skilling ne seront certainement pas des plus inhumaines. J'ai cru comprendre qu'il avait déjà le bracelet électronique. En diam's le bracelet? Enfin, prime à la délation, l'ancien directeur financier Andrew Fastow, qui avait créé des sociétés écrans pour masquer les déficits, a plaidé coupable et n'a pris que six ans de prison. Il a été amené durant le procès à témoigner contre ses anciens employeurs. Voilà, Dédé, ce que c'est que de jouer les balances ! Même pas la reconnaissance du ventre !

Allez Charlie, t'as qu'à lui prêter une pendule. Ça lui passera le temps.

Jean-Pierre Gault

Quand l'autruche éternue...

La jeunesse, c'est dépassé

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, qu'entends-je ? Principal sujet de préoccupation une année après les émeutes, la jeunesse, la banlieue, la jeunesse de banlieue. Tout le monde y va de sa petite idée sur la manière dont il faudrait s'y prendre pour enfin la museler, la contraindre, la ligoter. Chez les partisans de la méthode forte, on trouve naturellement le Front, s'exprimant par la voix de Roger Holeindre : « **Pour nettoyer les banlieues, il faut mettre de l'argent dans le scoutisme.** » Les chantiers de jeunesse, voilà une idée qu'elle fleur bon... Dans le même esprit, De Villiers va encore plus loin : « **Il faut mettre en œuvre une politique de "francisation". On pourrait instaurer une heure de culture des valeurs françaises chaque jour à l'école.** » Chaque jour, dégustation de camembert et port de charentaises, obligatoires. SuperDupont, nous voilà !

D'autres la jouent plus soft, plus pragmatique, plus « esprit d'entreprise », tel Borloo qui, en matière d'emploi des jeunes, s'en remet à la plomberie. « **Il nous reste à rendre les tuyaux compatibles entre les besoins des entreprises et les attentes des jeunes** », a déclaré notre artisan. Remballe tes joints de douze, Jean-Louis, les chiottes de l'emploi sont bouchées.

Mais c'est pas parce qu'on a pas de boulot qu'y faut aussi rien foutre. C'est ce que vient de rappeler De Villepin, car « **dans tous les pays démocratiques, on fait des stages l'été, à partir de 14 ans. Prendre trois mois de vacances sans rien faire, c'est dépassé.** » Chantiers de jeunesse, on vous dit...

Si les vacances « c'est dépassé », De Villepin, toujours lui, avoue tout de même qu'« **il arrive, quand on est un homme politique, qu'on ait envie de faire du sport, ou de prendre un bain de mer.** » Ah oui ? Notez que quand, vous, vous vous baignez, lui prend un « bain de mer ». Pas dépassé, ça, le bain de mer...

Du côté du Ps, quel message fort, en direction de la jeunesse ? Si il y a l'austère Menucci, Ségoléniste de base, pour prévenir que « **Le MJS, c'est l'école du vice** » (cherche-t-il à susciter une nouvelle vague d'adhésions ?), la tendance qui prédomine, là comme ailleurs, c'est l'invective, la menace : « **Si tu veux l'ouvrir, inscris-toi !** », tel est le slogan d'une campagne de com à Bondy, ville Ps du 93. Ils n'ont pas osé ajouter « ou alors ferme ta gueule, p'tit con ! », c'est dommage, ça avait le mérite d'être clair. On remarquera au passage qu'il n'y a pas que les flics pour tutoyer les jeunes, il y a également le personnel politique.

Encore n'est-ce là qu'une des facettes du matraquage électoraliste que nous allons devoir subir dans les mois à venir, face auquel, une fois n'est pas coutume, on se prend à espérer que Marie-Georges Buffet ait raison : « **les gens n'iront voter que s'ils sentent que c'est utile** ». Si tel est le cas on va droit vers les 100 % d'abstention.

Frédo Ladrissé

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Le combat continue

Les militants de Réseau éducation sans frontières ont déposé à la préfecture de police de Paris une nouvelle série de recours contre des refus de régularisation. À ce jour, plusieurs milliers de familles ont été déboutées et ont reçu un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. D'autres ont vu leur demande examinée par les préfectures mais n'ont pas reçu de réponse, d'autres sont convoquées dans les prochaines semaines, d'autres n'ont toujours pas été convoquées. Parmi les familles déboutées, a priori une seule, ukrainienne, a été expulsée le 13 août. Plusieurs familles seraient par ailleurs cachées par des militants du réseau: quatre à Lyon, une à Soissons, une à Chartres. Deux des enfants de la famille Makombo, déjà menacée d'expulsion en 2005, ont repris le maquis. Dans ce contexte, les militants de RESF ne relâchent pas la pression.



Les urgentistes dénoncent la destruction du statut en hôpital

Selon Patrick Pelloux président des urgentistes de l'AMUF: « Début octobre, suite aux négociations avec des syndicats minoritaires, le ministre de la Santé a publié les décrets instaurant une part variable de rémunération et un mécanisme d'affectation qui rend les médecins des hôpitaux déplaçables à l'envi, au gré des restructurations. L'idée est de dire aux médecins de voir tant de malades, de faire tant de fibroscopies. Et si l'objectif n'est pas atteint, le chef de pôle va voir le directeur de l'hôpital, et le médecin fautif est "reversé" au centre national de gestion, notre ANPE à nous... Cette logique, on n'en veut pas. Un hôpital, ce n'est pas une chaîne de production de yaourts. » À rebours de la dérive organisée, l'AMUF veut mettre sur la table les vrais problèmes: les conditions



de travail, qui produisent des difficultés de recrutement, et qu'aggrave en réalité le démantèlement du statut.

Nathalie Ménigon reste en taule

Nathalie Ménigon souffre de sérieuses séquelles (troubles de l'équilibre, de la motricité, pertes de mémoire...) à la suite de deux accidents vasculaires cérébraux avérés survenus en prison, n'a jamais bénéficié des soins requis par son état de santé. Le risque de récurrence est connu (elle a d'ailleurs probablement subi un troisième accident qui n'a même pas été détecté par la prison): le pronostic vital est



donc clairement engagé. La loi Kouchner du 4 mars 2002 devrait donc lui être appliquée. La suspension de peine lui a pourtant déjà été refusée à trois reprises, alors même que certains experts médicaux se sont prononcés dans ce sens. Elle avait été accordée à sa camarade Joëlle Aubron, quelque temps avant qu'elle ne décède d'un cancer.

Délation scandaleuse à Nantes

Un agent hospitalier d'accueil de l'hôpital de Nantes a prévenu la police, qui est venue arrêter une jeune

Congolaise à la porte des urgences. Sans papiers, Nicole Masese et son enfant de six ans ont été expulsés vers les Pays-Bas, en application des accords européens. En effet, sa demande d'asile avait été déposée aux Pays-Bas, mais la jeune femme et son fils s'étaient justement réfugiés en France pour échapper à un réseau de prostitution dans ce pays. Cependant, le personnel hospitalier n'a aucune obligation administrative dans pareil cas. Si la CGT de l'hôpital se dit outrée: « on se croirait revenus soixante ans en arrière », la CFDT ne partage pas cette indignation et « ne considère pas cette dénonciation comme de la délation, dans la mesure où le dossier médical mentionnait: « Première personne à prévenir: la PAF. » Dans un autre temps



il eut été marqué: « Première personne à prévenir, la Gestapo. » Une raison suffisante pour obéir...

L'INSEE décrypte les SDF

Les chercheurs s'amuse. Ils viennent d'établir que les personnes placées dans des foyers ou des familles d'accueil durant leur jeunesse ont plus tendance à devenir SDF que les autres. Passionnant, ils ont également découvert que l'héritage économico-social familial défavorisé « les expose à la précarité au moindre accident de la vie, d'autant que leurs emplois sont souvent précaires et que l'accès au logement est devenu une gageure pour les personnes disposant de revenus modestes et irréguliers ». Et on paye des gens pour faire ce genre d'études Lapalissade? C'est sûr qu'un héritier de Rothschild a moins de chance de se retrouver dans la rue que de mourir d'une indigestion, et pas besoin d'être expert pour l'avancer...

Licenciements économiques

Les équipementiers de l'automobile gonflent leurs charges et prétextent des licenciements



LE CONSEIL DES PRUD'HOMMES de Montauban a condamné, le 11 septembre 2006, Valeo à payer environ 4,3 millions d'euros de dommages et intérêts à 260 ex-salariés du site de Labastide-Saint-Pierre (Tarn-et-Garonne). Ces salariés contestaient les licenciements économiques suite à la fermeture du site fin 2003. Le conseil des prud'hommes a reconnu le motif économique des licenciements en raison de la situation « périlleuse » au sein de l'activité câblage du groupe, mais estime que ce motif « ne suffit pas à (les) justifier » et que les informations sur les reclassements possibles n'ont pas été suffisantes¹.

C'est une situation dans laquelle les salariés d'un grand équipementier mondial pourraient se retrouver dans quelques années. En effet, en mars 2006, le groupe décide de se restructurer, et donc inévitablement de licencier. Ainsi, de nombreux licenciements sont annoncés sur les sites européens, mais également la vente de 23 usines nord-américaines. Bien évidemment, la France n'échappe pas à cette vague de licenciements : sur les 2 500 salariés en France, 200 devaient être licenciés. La direction parle bien entendu de « suppressions de postes », mais, avec quatre établissements répartis dans toute la France, on imagine mal un salarié travaillant dans l'est de la France aller travailler en Bretagne.

Une direction irrespectueuse envers les représentants du personnel

Lors de la mise en œuvre d'un plan de sauvegarde de l'emploi (une expression un peu plus propre que licenciements économiques ou plan social), plusieurs réunions avec les élus du comité d'entreprise sont organisées afin d'expliquer les raisons de ces licenciements. Cette procédure, que les directions doivent impérativement respecter, devrait permettre

aux représentants du personnel de mieux comprendre la situation et de pouvoir porter un jugement sur les raisons des licenciements économiques. Or, afin d'établir une égalité entre les représentants du personnel et la direction, l'assistance des élus par un expert apparaît indispensable, permettant de s'assurer du respect de la procédure, mais également d'apprécier les motifs économiques.

À plusieurs reprises, les divers dirigeants ont déclaré : « de toute façon, nos élus n'ont pas les connaissances pour émettre leurs propres idées », ou : « ils ne prennent pas en compte les intérêts des salariés ».

Par ailleurs, la direction n'hésite pas à proposer des éléments illégaux : la prise en compte de critères d'évaluation individuelle. Gros problème, certains salariés n'ont pas eu d'entretien individuel depuis dix ans. Les critères retenus pour l'ordre des licenciements s'apparentent donc plus à un casting plutôt qu'à une réelle prise en compte de critères d'ordre social (âge ou personnes à charge, par exemple).

Où sont les motifs économiques ?

Tout a été mis en œuvre pour présenter de mauvaises performances en 2005.

Un bref rappel de la loi afin de comprendre la situation : un licenciement économique résulte d'une suppression ou transformation d'emploi consécutives, notamment, à des difficultés économiques, à des mutations technologiques ou à une réorganisation de l'entreprise pour sauvegarder la compétitivité de l'entreprise.

La direction de cet équipementier a utilisé comme argument majeur la perte de vitesse du marché de l'automobile. Or cette activité a la particularité d'être très cyclique, avec des creux tous les cinq ou six ans (c'est-à-dire la

fin de vie de certains modèles et leur remplaçants qui tardent à être commercialisés).

La justification de ces licenciements, annoncés en mars 2006, est fondée sur les résultats publiés en 2005. Or, en analysant de plus près les comptes de cet équipementier, on se rend compte que des charges ont été gonflées volontairement afin de présenter une perte de 18 millions. Avec un tel résultat, la direction ne pouvait évidemment pas penser à autre chose qu'à un plan social !

Cette décision est d'autant plus aberrante que le nombre d'intérimaires présents sur les lignes de production n'a cessé d'augmenter depuis 2003, que le nombre d'heures supplémentaires des ouvriers a explosé en 2005 (passant de 11 000 heures en 2004 à 15 000 heures en 2005 sur le site français le plus important), que la sous-traitance de capacité (l'usine n'est alors pas capable d'assurer la fabrication des produits qu'elle pourrait réaliser en interne) prend une part de plus en plus importante dans la production.

Il apparaît donc que des solutions alternatives au plan social existaient (réinternaliser la production, embaucher plutôt que faire faire des heures supplémentaires), mais que la restructuration décidée au niveau européen ne pouvait épargner les sites français. Force est de constater que les salariés de cet équipementier vont subir des décisions qui leur échappent, dictées par un groupe qui a pour seul point de vue la rentabilité, sans considération des particularités propres à chaque site.

Louise Emma

¹. Information parue dans Les Échos du 12 septembre 2006

La police entre en campagne électorale

Ces médias qui gobent tout ce que la police déclare

Groupe NADA

C'EST DÈS LE DÉBUT DE CE MOIS d'octobre que la campagne présidentielle est lancée à toute vitesse, genre « bleu-matraque ». On en a pour six mois à subir ce qui, comme en 2002, mise sur le tout-sécuritaire. Même motif, même punition? Le Pen a bien raison de garder le silence, Sarkozy parle pour lui. Et là, le ministre de l'Intérieur sait très bien que le borgne peut accéder au second tour. Hé bien, il ne faudra pas compter sur nous pour rallier un « front républicain » dans le cas d'un appel au vote Sarkozy pour faire barrage à Le Pen (hypothèse plausible!). Faut arrêter les conneries! Après tout, un Le Pen au second tour, c'est bien pratique, ça vous assure l'élection au second tour « haut la main » à la Chirac.

On peut dire que la situation est pire qu'en 2002. Déjà, il y a eu cinq ans de gouvernement UMP qui, du point de vue sécuritaire, a déjà appliqué 16 propositions du FN sur 30. De plus, cinq années de Sarkozy au ministère de l'Intérieur (entrecoupées d'un passage aux Finances), au poste officieux de vice-Premier ministre, à la tête de l'UMP et sur tous les écrans, dans toutes les radios et sur tous les journaux, ont dopé les muscles de la police. Leur maître est partout! La maison Poulaga vient d'entrer en campagne électorale avec ses histoires de flics – êtres fragiles s'il en est – semblant perpétuellement être sauvagement agressés par des hordes de jeunes barbares dont il ne manque que l'anthropophagie pour saisir l'ampleur de la bestialité. Les médias font, au moindre communiqué policier, caisse de résonance, quitte à bien plus discrètement révéler plus tard le quasi-vide de ces « affaires » qui font vite « pshiiit » montées en un peu plus tôt. Comme d'hab', le correctif ultérieur sera beaucoup moins entendu que les gros titres sensationnalistes. Mentez ou, du moins, exagérez à tout va, répétez sans cesse, il en restera toujours quelque chose car, au final, beaucoup en déduisent qu'« il n'y a pas de fumée sans feu ».

Cela a commencé avec les deux CRS « lynchés » aux Tarterêts, victimes d'une embuscade. Embuscade? « L'hypothèse d'un piège avait notamment été alimentée par des restes de pizza retrouvés près des lieux de l'agres-

sion. Mais les deux personnes dont les ADN ont été retrouvés sur ces restes ont été mises hors de cause¹. » Voilà qui sème le trouble et le doute sur la crédibilité vendue comme techno-scientifiquement « optimale » de l'utilisation de l'ADN comme preuve « accablante ». Les fichiers d'empreintes génétiques englobent de plus en plus de personnes mais, si on y réfléchit bien, on laisse traîner de l'ADN partout! Les restes de pizza étaient censés prouver que des hordes de jeunes ont campé, planqués dans leurs caches, à l'affût, tels des loups de cités, du pauvre, frêle et innocent agneau policier qui vient de naître, tenant à peine sur ses jambes. Au final, qu'ont-elles révélé? Que des gens, avant l'arrivée des CRS, ont mangé des pizzas dans le coin. Reconnaissons qu'un groupe de plus de deux jeunes qui emportent des pizzas, c'est louche. S'ils commandent des pizzas, c'est forcément qu'ils comptent bien faire un sale coup, du genre à tendre des pièges, embusqués, en attente de leurs proies. Le pire est d'ailleurs quand les jeunes commandent des pizzas à emporter et les paient! Citoyen! Signale-le à la police si tu vois trois jeunes de cités payer leurs pizzas et partir avec! Le jeune, ça dépouille le pizaaïolo, sinon, c'est qu'il ne veut pas qu'on le remarque en faisant croire qu'il est honnête, et s'il ne veut pas se faire remarquer, c'est bien qu'il est sur un « coup »! Que fait Éric Raoult? Il devient gauchiste? Vite, un arrêté municipal interdisant le port de pizzas aux jeunes du « neuf-trois » et des autres cités!

La préméditation dans cette affaire est tombée à l'eau, et les jeunes impliqués jouaient en fait au foot à côté de la défunte embuscade.

Juste après cette histoire, un contrôle policier dégénère. On nous parle d'une centaine de jeunes, pour apprendre plus tard qu'ils étaient en fait une vingtaine. Évidemment, les électeurs portés sur la chose sécuritaire retiendront « centaines de jeunes attaquer police ». Ça a valu à la cité des Musiciens une attaque en règle à l'aube par plus d'une centaine de policiers médiatiquement bien encadrés. Médias complices? Voilà qui ressemble à une expédition



punitive avec appartements saccagés à la clé et brutalités envers ceux qui ont le tort d'habiter dans ces dites « zones de non-droit » où la République musclée les a relégués depuis plusieurs générations.

Et voilà que ce matin, le 15 octobre 2006, à la radio, une nouvelle affaire d'agression de flics surgit. Malgré le fait que les deux précédents cas se sont révélés d'une ampleur bien moindre qu'annoncé de façon tonitruante au premier abord, les médias, une fois de plus, font chambre d'écho aux jérémiades policières. « Les agressions de policiers "se généralisent" », titre le site Internet du *Nouvel Observateur* le 15 octobre. Dans cet article, « les policiers se disent "sur le fil du rasoir" et risquent leur vie en permanence face à des agressions préméditées. Ils demandent des "renforts" en Seine-Saint-Denis ». C'est la guerre? « Dans un communiqué, la préfecture a affirmé qu'il s'agissait d'un "guet-apens", fait confirmé selon les syndicats par l'usage de deux voitures pour bloquer le véhicule de police et le stockage préalable de pierres par les agresseurs. » Ces pierres sont-elles aussi confondantes que les restes de pizza? Comment faire confiance à la parole de flics qui osent affirmer « être confrontés à des jeunes résolus à en découdre et désireux d'attirer les caméras de télévision »? C'est sûr qu'investir la cité des Musiciens vers les 6 heures du matin accompagnés de journalistes, micros et caméras, c'est pas « désireux d'attirer les caméras de télévision ». Et leur ministre est l'étalon de celui qui fuit les caméras.

« "Cette affaire met en lumière que nous n'avons pas à faire à des jeunes qui réclament davantage de social mais à des individus qui déclarent la guerre à la République", a estimé Action police dans un communiqué ». Nous prépare-t-on un nouvel état d'urgence comme l'année dernière? Les pouvoirs spéciaux? « Le Syndicat national des officiers de police (Snop) a demandé pour sa part des "renforts" dans le département de Seine-Saint-Denis, affirmant que les jeunes des cités s'apprêtent à "fêter violemment" les émeutes de l'automne 2005. » On peut aussi penser qu'avec le tintamarre médiatico-policière actuel, c'est ce qu'ils cherchent.

Faudrait pas oublier que, si on surnomme les policiers « les cagnes », ça n'est pas pour rien, et que si on fait le compte des violences entre les jeunes des cités et les policiers, ce ne seront pas chez ces derniers que l'on trouvera le plus de victimes. Contrairement à ce que l'on nous martèle, la violence n'est pas gratuite. La violence des forces de répression est toujours plus massive – et de loin! – que celles qu'elles peuvent subir en retour. Les contrôles permanents, les insultes, l'enclavement dans les cités, sont des violences quotidiennes. Faudrait pas l'oublier! Plutôt que de focaliser sur les aboiements des syndicats policiers et de Sarkozy auxquels Le Pen ne trouve rien à ajouter (il encaisse les dividendes politiques et prendra sa retraite en paix avec la satisfaction de voir ses idées triompher à défaut d'être directement au pouvoir. Le Pen a déjà gagné la présidentielle), il faudrait chercher à analyser les causes sociales (elles le sont!) qui amènent

les violences quand celles-ci sont réelles. Voilà du travail pour les journalistes non encore embrigadés dans le service de com' de la police.

Il faut prendre conscience que cette diabolisation et criminalisation des cités (et surtout de sa jeunesse) rejailliront tôt ou tard sur la grande partie de la population. Un pouvoir fantasmant sur « l'ennemi intérieur » en voit partout, perpétuellement, et finit par te tomber dessus, toi qui t'imagines être un citoyen au-dessus de tout soupçon et respectueux des lois. La criminalisation du mouvement social est déjà en marche, n'oublions pas les arrestations musclées en commando hélicoptère (José Bové), les opérations militaires antisyndicales (l'attaque du ferry de la SNCM par le GIGN en Méditerranée), le risque de prison pour refus de prélèvement d'ADN... Le moindre policier municipal ressemble aujourd'hui à un paramilitaire au crâne rasé de près en treillis bleu et rangiers.

De manière satirique, Maurice Rajsfus proposait, en 1999, d'ouvrir une « Souscription pour l'édification d'un monument au Policier inconnu² ». On y est presque!

Groupe NADA de la Fédération anarchiste

c/o ACL, BP 5137, 83093 Toulon CEDEX
<http://groupenadatoulon.lautre.net>

1. Libération, 3 octobre 2006, repris par *Le Canard enchaîné* du 4 octobre 2006 (Tarterêts aux quatre fromages).

2. Souscription pour l'édification d'un monument au Policier inconnu, Maurice Rajsfus, *L'Esprit frappeur*.

Faits d'hiver

Salauds d'pauvres!

C'ÉTAIT LORS DU DERNIER DÉBAT à l'Assemblée nationale sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale. Un amendement (n° 442) de dernière minute.

Désormais, les demandeurs de prestations sous conditions de ressources (CMU, RMI, allocations familiales...) seront soumis à un contrôle de leur « train de vie ». Et tout Rémiste, Cmuiste..., possédant trois résidences avec piscine sur la Côte d'Azur, deux Rolls-Royce et une écurie de course (en cherchant bien on devrait en trouver quelques uns), ou, bien plus scandaleux encore, « exploitant » un jardin potager dont il est bien connu qu'il est une source de profit

limite maffieuse, verra son allocation supprimée ou réduite d'autant.

Est-il besoin de le préciser, les économies que va réaliser la sécu via ces contrôles vont être faramineuses. Bien plus que celles qui auraient pu être réalisées en traquant les patrons voyous.

Mais s'agit-il vraiment de cela ou bien, une nouvelle fois, d'humilier, encore un peu plus, les gueux?

Salauds d'riches!

Jean-Marc Raynaud

Chaucre le 30 octobre 2006

Les femmes, les enfants et les hommes invisibles

L'évacuation du campement devant la mairie de Saint-Ouen soulève une fois encore la question du traitement réservés aux sans-papiers, individus censés demeurer « invisibles ».



Photos de Daniel Maunoury, le 25 octobre devant la mairie de Saint-Ouen.

LE MERCREDI 25 OCTOBRE, vers six heures du matin, une centaine de membres des forces de l'ordre prenaient position autour du campement des sans-papiers, sur le parvis de la mairie de Saint-Ouen (voir ML n° 1451). Les premiers à pénétrer sous les tentes furent des « travailleurs sociaux », chargés de dialoguer avec les familles, bref d'endormir leur méfiance (il y aurait beaucoup à dire au sujet de ces gens qui, acceptant de collaborer à une opération de police, ont ravalé toute dignité) : « ne vous inquiétez pas, tout va bien se passer, on vous emmène dans un foyer, c'est pour votre bien », etc... Renseignement pris le « foyer » se trouvait être l'hébergement provisoire à Vaujours, à l'autre bout du département, que les intéressés refusaient depuis trois semaines!...Nouveau refus. C'est donc du trottoir qu'ils assistèrent, impuissants, au nettoyage de la place par des employés de la voirie, réquisitionnés pour l'occasion. Trois d'entre ces employés refusèrent catégoriquement, malgré les menaces de leur chef, de se livrer à un tel acte. Saluons leur courage.



Très vite, il n'est rien resté de ce campement qui avait duré plus de vingt jours, l'essentiel, pour la mairie, étant de faire disparaître toute trace de ce qui, durant ces semaines, n'avait cessé de souligner son incohérence crasse. Cette volonté d'effacement ira jusqu'à faire disposer des bacs à fleurs à l'endroit-même où se dressaient, deux heures auparavant, les tentes!

Incohérence, oui, quand la main gauche parraine des élèves sans papiers, tandis que la main droite compose le numéro du commissariat. Incohérence, quand dans le même communiqué la municipalité reconnaît l'invalidité des solutions proposées par la préfecture, mais encourage les familles à les accepter... Au final, ces incohérences se soldent toujours de la même façon : au petit matin, les flics débarquent...

Plus tard, dans la journée, une jonction s'opéra entre les familles de Saint-Ouen et celles ayant débuté, deux jours plutôt, un campement du même type, cette fois devant la mairie de Saint-Denis. Dans son infinie mansuétude, le sous-préfet, qui avait rendez-vous avec les délégués de Saint-Denis, accepta de recevoir également ceux de Saint-Ouen. Résultat? Rien. Évidemment. Situation bloquée. Le lendemain jeudi, seconde réunion, toujours avec le sous-préfet. Il affirma alors qu'il porterait personnellement une attention particulière (sic!) à leurs demandes de régularisation, promettant une réponse pour fin novembre. Endormir, toujours endormir... En attendant? Rien. Les sans-papiers de Saint-Ouen dorment chez les soutiens au mouvement. Chaque jour ou presque, devant la mairie, ils se rappellent au bon souvenir d'une municipalité qui fut à l'origine de leurs nombreux déboires, ayant décidé, en juillet, de les expulser d'un immeuble qu'elles habitaient depuis plus de six ans. Expulsées de leur

logement, trimballés d'hébergements en hébergements toujours provisoires, maintenant évacuées de leur campement, ces familles n'en peuvent plus des demi solutions que les pouvoirs publics présentent comme la panacée. Elles se méfient, à juste titre (voir l'exemple de Cachan) d'éventuelles arrestations et reconduites à la frontière, si elles venaient à être séparées. Elles n'aspirent qu'à vivre sur le territoire d'une commune auxquelles elles sont attachées, dans laquelle leurs enfants sont depuis longtemps scolarisés, où ils ont développés des liens. Est-ce trop demander? Il semblerait que oui.

A l'heure où nous mettons sous presse, le campement de Saint-Denis a pris le relais de celui de Saint-Ouen. D'autres viendront peut-être. C'est en tout cas souhaitable. Car la situation faite à ces gens est simplement inacceptable, car, désormais tirés de l'ombre, ils ne comptent pas y retourner. Car manifester chaque samedi est largement insuffisant. Il est clair que ce genre de campements, en rendant visibles celles et ceux que d'ordinaire les pouvoirs publics ont fait le choix d'ignorer, représente une forme de lutte qui, si elle exige davantage d'implication, est également susceptible d'être autrement plus efficace. Car ce qui est alors posé, dès lors qu'est investi le domaine public (rues, salles, mairies, équipements divers...) c'est bien la question de la visibilité, d'une visibilité qui, comme dans le cas des SDF, semble devenue intolérable aux yeux de ceux qui ont fait profession de gérer la ville. Que les campements fleurissent, que les occupations se multiplient, auraient donc, en terme de lutte, des conséquences qu'on imagine pas. A nous d'être présents, chaque fois que c'est possible, et de les soutenir!

Rebecca

Groupe Louise-Michel

Espagne

lâcheté morale et politique



Entretien avec Octavio Alberola

Dans « le Monde libertaire » n° 1449, Daniel Pinos nous brossait un tableau de la situation actuelle de ceux qui, depuis la mort du général Franco, se battent pour redonner leur dignité aux combattants pour la liberté qui, pendant près de quarante ans, se sont opposés à la dictature. Thierry Libertad s'est entretenu avec l'un d'eux, Octavio Alberola.

Thierry Libertad

Malgré la loi d'amnistie de 1977 et la Constitution de 1978 qui instituait la démocratie parlementaire, il n'y a pas eu de rupture institutionnelle avec la « légalité » juridique franquiste.

À LA MORT DE FRANCO, en 1975, la transition politique espagnole de la dictature à la démocratie s'est effectuée au détriment des victimes du régime fasciste. Au nom du consensus national, les nouvelles autorités ont fermé les yeux sur les années sombres que connut le pays. L'amnésie au sujet des crimes du franquisme s'imposa et l'impunité régna. Il n'y eut aucun procès, comme c'est le cas désormais dans certains pays qui vécurent sous le joug de régimes militaires (Argentine, Chili...), pour juger les anciens responsables et bourreaux, et encore moins de remise en cause du système précédent. Malgré la loi d'amnistie de 1977 et la Constitution de 1978 qui instituait la démocratie parlementaire, il n'y a pas eu de rupture institutionnelle avec la « légalité » juridique franquiste.

Un projet de loi décevant

Depuis plusieurs années de nombreuses associations luttent pour combler une mémoire nationale lacunaire et obtenir la réhabilitation des victimes de la dictature. Leur combat a porté ses fruits et a mobilisé une partie de la classe politique. Ainsi, au mois de juillet der-

nier, le gouvernement socialiste a présenté un projet de loi comprenant la « reconnaissance des préjudices » et prévoyant des « dédommagements en faveur des victimes de la guerre civile et de la dictature ». Mais il n'est pas sans décevoir tous ceux qui ont lutté pour cette reconnaissance.

En effet, au nom de « la cohésion et la solidarité entre les différentes générations d'Espagnols autour des principes, valeurs et libertés constitutionnelles », le texte rend hommage à tous ceux qui ont subi des « condamnations, peines et toutes formes de violences personnelles pour des raisons politiques ou idéologiques, au cours de la guerre civile ». Il met donc sur un pied d'égalité « nationaux » (les fascistes) et « républicains », c'est-à-dire tant ceux qui ont lutté au renversement du régime républicain que ceux qui ont défendu les libertés aujourd'hui reconnues par la Constitution.

Octavio Alberola, membre du Groupe pour la révision du procès Granado et Delgado, militant pour la réhabilitation des victimes du franquisme, nous livre ses réactions.

Thierry Libertad: Finalement, sous couvert de réhabilitation des victimes de la guerre civile, le projet de loi présenté par les socialistes met sur un pied d'égalité « nationalistes » et « républicains ». Ne poursuit-il pas ainsi le travail d'amnésie programmé depuis la fin de la guerre civile et prolongé depuis la « transition » jusqu'à nos jours ?

Octavio Alberola: Pour moi, c'est évident. Tel qu'il a été rédigé, ce projet cherche à enterrer définitivement le contentieux laissé de côté par la « transition » avec les victimes de la répression franquiste. De plus, en mettant sur un pied d'égalité « nationalistes » et « républicains », le gouvernement socialiste tente de se présenter comme défenseur de la « réconciliation entre Espagnols » pour faire face aux campagnes de la droite et du Parti populaire, qui l'accusent de « diviser » l'Espagne en « rouvrant les plaies de la guerre civile ». Mais ce calcul purement électoraliste n'a pas fait arrêter ces campagnes. Donc, je ne crois pas que, les uns comme les autres, réussissent leur objectif : faire oublier le passé.

Un consensus autour du pouvoir

T.L.: Ne permet-il pas d'occulter les causes, les enjeux et les conséquences, toujours actuels, du conflit qui ensanglanta l'Espagne entre 1936 et 1939.

O.A.: En effet, tous les partis politiques, et pas seulement ceux de droite, ne veulent pas que les nouvelles générations d'Espagnols prennent connaissance des causes, des enjeux et des conséquences, toujours actuels, de la guerre civile. Non seulement ils préféreraient que ces nouvelles générations les ignorent mais ils voudraient qu'elles ignorent aussi que la « transition » permit aux fascistes de devenir « démocrates » du jour au lendemain. Et que cela fut possible grâce à la complicité des partis qui se prétendent de gauche : le PSOE et le PCE. Car la connaissance de cette compromission, de cette claudication, leur permettrait de comprendre pourquoi le présent politique et social espagnol est ce qu'il est : le règne du capitalisme.

T. L.: Nombreux sont ceux qui partagent l'idée que, pendant la guerre civile, certains secteurs républicains (entre autres communistes et l'aile droite du Parti socialiste) craignaient plus les anarchistes que les fascistes et qu'un accord avec les franquistes aurait été préférable à une révolution de type libertaire. L'attitude du Parti socialiste actuel, qui prône la réconciliation nationale, au détriment des victimes (et des siennes), n'illustre-t-elle pas à nouveau ce phénomène ?

O.A.: Plus qu'une idée, c'est un fait... Tous les historiens et spécialistes de la guerre civile espagnole le savent. Et quiconque étudie un peu cette période s'en rendra compte très

rapidement. Républicains, socialistes et communistes ont toujours aspiré à gouverner, et non à faire une véritable révolution émancipatrice qui mettrait fin à l'exploitation et à la domination de l'homme par l'homme. Ce sont des partis hiérarchiques qui ne remettent pas en question le système de domination et d'exploitation. Donc, pour eux, les anarchistes représentaient, et représentent encore aujourd'hui, la négation de leurs ambitions. Pendant la guerre civile, s'ils l'avaient pu, ils se seraient entendus avec les fascistes, comme ils l'avaient déjà fait sous la dictature de Primo de Rivera ; mais les factieux ne voulaient pas, cette fois, partager le pouvoir et souhaitaient les anéantir également. Ils acceptèrent donc, à contre-cœur, de « lutter » contre les fascistes aux côtés des anarchistes. L'attitude du Parti socialiste aujourd'hui répond, effectivement, à cette logique, car il est « fier » de gérer la société capitaliste actuelle.

Une légitimité douteuse

T.L.: Le texte du Parti socialiste rappelle cette cérémonie qui, il y a peu, rassembla, en signe de « réconciliation », un républicain et un phalangiste, soldat de la « división azul ». Finalement, il semble que la démarche soit la même.

O.A.: Oui, la proposition de loi présentée par le Parti socialiste se situe dans la même ligne que cette indigne et grotesque cérémonie au cours de laquelle le ministre socialiste de la Défense fit défiler, côte à côte, un républicain et un soldat de la « división azul ». Mais cette loi, si elle était approuvée telle qu'elle a été présentée par le gouvernement, serait un faux signe de « réconciliation ». Encore pire, elle officialiserait – au nom de la « réconciliation » ! – deux catégories d'Espagnols : ceux qui furent réhabilités par la dictature et la démocratie, et ceux, persécutés par la dictature, qui ne le seraient que partiellement par la démocratie. C'est en cela que cette loi serait injuste et indigne pour la mémoire des victimes de la répression franquiste.



Delgado



Confederación General del Trabajo
www.cgt.es/granadodelgado/

ia ia

pública iya!

T.L.: Remettre en cause la légalité du régime franquiste n'est-ce pas, quelque part, attaquer la légitimité de l'Etat espagnol moderne? Finalement, quel que soit le parti politique au pouvoir, la logique étatique, la raison d'Etat, ne l'emporte-t-elle pas?

O.A.: Évidemment, remettre en cause la légalité du régime franquiste est, d'une certaine manière, attaquer la légitimité de la monarchie, car elle est sortie des entrailles de ce régime. Elle en est la continuité institutionnelle. Mais, pour que cette monarchie et l'État démocratique qu'elle prétend incarner aient une légitimité démocratique, il faut que la monarchie et l'État acceptent, enfin, de rompre avec cette continuité institutionnelle. C'est pourquoi il est absolument nécessaire d'annuler toutes les sentences prononcées par les tribunaux répressifs de la dictature. Oui, très souvent et quel que soit le parti politique au pouvoir, la logique étatique, la raison d'Etat, l'emporte sur tout autre considération. Mais c'est absurde et honteux qu'un État qui se prétend démocratique continue, trente ans après la mort de Franco, à valider les sentences répressives d'une dictature. Surtout quand le Parlement européen vient d'approuver la condamnation du franquisme et de demander cette annulation.

En finir avec l'amnésie

T.L.: Face à la rigidité des institutions, comment allez-vous réagir? Par quels moyens? Quelle est votre marge de manœuvre?

O.A.: Cette rigidité des Institutions ne nous surprend pas. En tant que libertaires, cette « rigidité » (pour nous lâcheté morale et politique) nous donne des arguments pour dénoncer les compromissions qui permirent aux fascistes (franquistes) d'acquiescer, sans en payer le prix (demander au moins pardon aux victimes), leur légitimité démocratique. C'est clair que nous ne demandions pas une loi... Ce que nous voulions, en présentant le recours de révision, et nous l'avons obtenu, c'était de mettre en marche un processus de récupération de la mémoire histo-

rique de ce que furent la guerre civile et la dictature franquiste qui s'en suivit, et permettre ainsi une remise en cause des institutions actuelles, prétendues démocratiques. Nous avons été obligés d'utiliser cette démarche juridique parce que, quand nous avons commencé, en 1998, l'amnésie et la démobilisation étaient très profondes au sein de la société espagnole. C'était l'unique moyen de réveiller et de mobiliser les consciences et de forcer les syndicats et les partis politiques à assumer leur responsabilité politique et historique. C'est vrai que, dans le cas de l'affaire Granado-Delgado nous avons un atout juridique de taille, les déclarations de Sergio Hernández et d'Antonio Martín. Le tribunal constitutionnel, représentant de l'Etat de droit que prétend être la démocratie espagnole actuelle, ne pouvait donc que nous donner raison... Même si pour cela il nous fallut attendre 2004. Aujourd'hui, « nos moyens » sont les mêmes: dénoncer et mobiliser! C'est pour cela que nous avons annoncé publiquement que si les sentences franquistes sont annulées, nous retirerons la recours de révision. Nous continuerons à le maintenir tant que cette exigence morale et politique n'obtiendra pas la réponse conséquente que nous voulons. Même si pour cela nous devons aller jusqu'au Tribunal des droits de l'homme de Strasbourg!

T.L.: Comment réagissent les autres associations? Prévoyez-vous des actions communes?

O.A.: Malheureusement, les autres associations sont absorbées par leurs revendications et objectifs spécifiques: obtenir la réouverture de fosses communes, établir des listes de victimes, supprimer les symboles franquistes présents encore un peu partout en Espagne, etc. Et comme le gouvernement est disposé à donner, et a déjà donné, de l'argent pour ces questions, elles ne sont pas très disposées à le dénoncer, même si elles réclament également la réhabilitation juridique des victimes. Elles ont cependant manifesté leur déception face à ce projet de loi.

T.L.: On dit que ce sont les vainqueurs qui écrivent l'histoire. Essayez-vous au contraire, par votre travail, de récrire celle des vaincus?

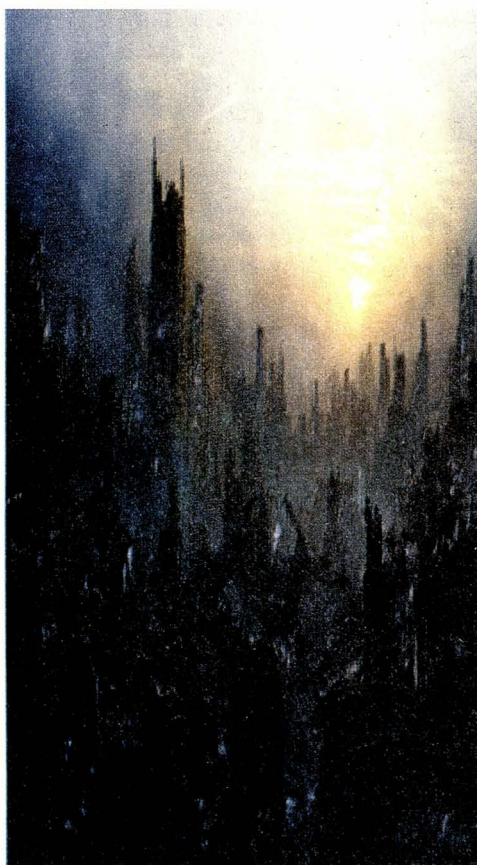
O.A.: Non, il ne s'agit pas de récrire l'histoire, et moins encore celle des vaincus... Il s'agit simplement d'en finir avec l'amnésie historique et de contribuer à faire connaître aux nouvelles générations la vraie histoire de ce passé que les instances officielles et les partis lui ont occulté ou dénaturé.

La forêt s'embrase

Vite, un verre d'eau !

La rupture nécessaire avec le capitalisme et son idéologie

Jean-Pierre Tertrais



DEPUIS PLUSIEURS ANNÉES, des centaines d'ouvrages fleurissent sur le désastre annoncé, au chevet de la planète. Et toujours se reproduit le même scénario : un diagnostic rigoureux mais pertinent ; des remèdes dérisoires, un traitement inadapté. Un décalage sidérant entre une analyse pessimiste et une conclusion insipide dépourvue de toute perspective politique. Avec son *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire* paru en 2005 chez Fayard, Jean-Paul Besset n'échappe pas à la règle. Le réquisitoire est sévère : crise du vivant, faillite de l'humain, désintégration sociale, qu'accélère la fuite en avant technologique. Avec, notamment, le bouleversement climatique comme arme de destruction massive. Et chaque année, 76 millions d'individus qui viennent alourdir la capacité de charge de l'humanité sur la planète.

Objectif central de tous les programmes socio-économiques depuis un demi-siècle, la croissance n'est plus possible ; elle est incompatible avec la stabilité de la biosphère et inaccessible à l'essentiel de la population mondiale. L'irruption des limites vient briser le vieux rêve de domestication de la nature.

Plus de 300 pages (c'est très long !) où l'auteur nous décrit l'impasse dans laquelle nous a conduit la fascination de la mystique progressiste, nous dresse un constat résolument catastrophiste : l'avenir de l'homme sur la planète n'est plus assuré ; nous entrons dans une ère d'insécurité généralisée, dans une zone de danger maximal. Avec des mots qui suscitent l'effroi : hécatombe, cauchemar, apocalypse. À la page 313 – la conclusion – avec une impatience fébrile, on s'attend donc à ce que l'auteur nous livre l'imminence de la prochaine révolution. Cruelle désillusion ! L'auteur a bien été rédacteur en chef au *Monde* pendant dix ans, et

semble donc atteint d'une maladie incurable. Les intellectuels ne découvrent jamais rien qui puisse remettre en cause leur position de classe ! Et la préservation d'un statut exige les contorsions les plus douloureuses.

Des formules hardies semblent témoigner, de temps à autre, d'une insolente pugnacité, d'une ardeur revendicatrice de haute intensité : « Poser des limites à cette prétention prométhéenne », « l'homme doit descendre du sommet de la pyramide qu'il a construite », « décoloniser les esprits pour s'émanciper de la démesure », « envisager d'autres manières d'être, de penser et d'agir », « bousculer les conformismes, emporter les convictions populaires, construire un autre consensus social ».

Puis viennent les formulations ambiguës : « qu'une socialécologie vienne prendre dans l'opinion le relais des différentes formes de social-démocratie... ». « Reprendre le contrôle de sa vie, s'accorder une simplicité volontaire, attribuer à la richesse une autre valeur que celle de l'accumulation, prétendre à la qualité plutôt qu'à la quantité », « envisager une redistribution des richesses selon d'autres critères de vie désirable ».

Enfin, tout devient lumineux. Après avoir fait comprendre que l'important, c'est la nature de la production, et non les rapports de production (mieux vaut, sans doute, le solaire esclavagiste que le pétrole autogéré), l'auteur se dévoile enfin : « La bonne question consiste à passer un compromis avec le marché et, pour éviter qu'il ne déborde et ne s'érige en instrument dictatorial, à lui appliquer un nouveau type de régulation, celui de la durabilité. » Ah ! Le capitalisme à visage humain, relooké écolo ! L'auteur persiste : « Il ne s'agit pas de courir après cette chose introuvable dont certains

rêvent, entre capitalisme et socialisme, mais de tracer un chemin entre Réaction et Progressisme ». « On pourrait, par exemple, commencer par fixer un salaire maximum aux patrons » (peut-on croire à une telle naïveté?). Plus loin: « Il faut construire une démocratie participative et délibérative... Institutionnaliser les outils démocratiques (conférences de citoyens, comités consultatifs, états généraux, référendums, débats nationaux...), bien entendu, au plus près du concret des usagers. » Alors que Michel Koebel, sociologue, maître de conférences à l'université de Reims, démontre dans *Le Pouvoir local ou la démocratie improbable* que, depuis trente ans, le recrutement du personnel politique local et sa professionnalisation accrue éloignent toujours davantage les élus de ceux qu'ils sont censés représenter.

J.-P. Besset jette en pâture des coupables commodes: Bacon, Descartes, Spinoza, les Lumières, et même saint Augustin, ceux qui ont, de quelque manière, légitimé la domination de l'homme sur tout ce qui l'entoure. Chacun serait responsable parce que tout individu est animé du désir jamais achevé de parvenir au perfectionnement, parce que la possession sert d'antidote à la finitude. Nous serions tous victimes (et coupables) de glissements progressifs et continus de l'être vers l'avoir. Sous prétexte d'un consensus autour de l'idée de progrès, de croissance, de développement, il faudrait situer sur le même plan les exploités et les exploités.

Évoquant la crise de l'humain, J.-P. Besset écrit: « Voilà les humains, toutes classes mélangées, toutes cultures confondues, livrés corps et âme aux artefacts technologiques, aux diktats de la robotisation... » Ce constat en induit implicitement un autre, plus pervers: la fin sous-entendue de la lutte des classes; nous sommes tous sur le même Titanic; précaires et spéculateurs: même combat! J.-P. Besset oublierait-il que l'opinion, française et européenne, est opposée aux trois quarts à l'introduction de cultures et plantes OGM et que, malgré ce refus, les pouvoirs publics effectuent, comme pour le nucléaire dans les années soixante-dix, un passage en force: consultations bidon du public sur Internet, culpabilisation imbécile dans le genre « ceux qui s'opposent aux OGM sont contre les médicaments pour la mucoviscidose », faucheurs volontaires dont les comptes bancaires sont saisis au profit de Monsanto...

De qui se moque-t-on? Le comportement quotidien des consommateurs, des citoyens est surdéterminé par les politiques mises en place par les dirigeants, les élus, mais surtout le pouvoir économique et financier. En quoi le citoyen lambda est-il responsable des dépenses d'armement ou d'une pseudo-conquête spatiale, des constructions de prestige, de la fabrication d'objets non réparables, du suremballage, du jetable, du gaspillage savamment orchestré? Abusé par des intérêts qui le dépassent, l'individu, à qui on demande de « révolutionner sa propre existence » peut-il

être tenu pour responsable des stratégies et des décisions des Bourses, des gouvernements, des institutions internationales, des conseils d'administration des grandes firmes?

L'individu est-il réellement responsable de ses achats impulsifs quand la publicité s'acharne à susciter l'envie, à exciter le désir, à détourner l'imaginaire vers la marchandise, à manipuler les facteurs psychiques qui orientent ses conduites? Faut-il incriminer la majorité des populations lorsque des professionnels, avec le secours de la science, s'appliquent à flatter, séduire, choquer, harceler, voire violer, à multiplier, à l'aide de budgets considérables, des méthodes de l'ordre de l'hypnose, à seule fin d'ériger la consommation en impératif civique? Le choix a-t-il encore un sens lorsque les incitations sont permanentes: promotions, prix cassés, braderies, rabais, soldes...?

Nous témoignons d'un « individualisme extrême ». Certes mais, en divisant les citoyens pour mieux régner, en exacerbant le racisme et la xénophobie par le renforcement des frontières, l'État ne détruit-il pas sciemment les solidarités? En provoquant l'atomisation, l'isolement des individus, le capitalisme ne les dresse-t-il pas délibérément les uns contre les autres? Dans la lutte pour la recherche d'un emploi ou la conquête d'un marché, autrui n'est-il pas devenu un obstacle, pis: un ennemi à abattre?

Abreuvé de circuits, de réseaux, de processeurs, le citoyen peut-il maîtriser quoi que ce soit dans l'expansionnisme de l'informatique, de la robotique, des biotechnologies, des manipulations génétiques, des nanotechnologies, dans cette artificialisation de la vie, cette « chosification » de la personne, dans la construction par des apprentis sorciers d'une prétendue « posthumanité » qui engendre sentiment d'impuissance, angoisse, désarroi, détresse, avant de nous exposer à de nouveaux risques, de nous livrer à des possibilités terrifiantes, pour finalement nous faire sombrer dans la barbarie?

Encore une fois, il est plus facile, au travers d'une bouillie pseudo-intellectuelle, d'uniformiser les responsabilités, de procéder à des amalgames pour éviter de démontrer l'incapacité du système capitaliste à mettre en œuvre cette décroissance incontournable, et donc de mettre en évidence la nécessité d'une révolution sociale. L'auteur concède seulement: « Il faudra du temps... » Sauf que le cours du pétrole n'attendra pas. Quand il aura atteint 200 dollars le baril, pour qui faudra-t-il voter?

La vérité c'est que, lorsqu'on refuse d'assumer un choix clair et cohérent de société, on ne peut plus que se résoudre à qualifier toute idéologie d'archaïque ou d'obsolète, à se situer au-dessus du « clivage droite-gauche » (en oubliant que c'est l'absence de positionnement idéologique identifiable qui favorise l'émergence des extrémismes, des fanatismes). La vérité c'est que, lorsqu'on ne veut pas entretenir avec le pouvoir un rapport conflictuel, on

Abusé par des intérêts qui le dépassent, l'individu, à qui on demande de « révolutionner sa propre existence », peut-il être tenu pour responsable des stratégies et des décisions des Bourses, des gouvernements, des institutions internationales, des conseils d'administration des grandes firmes?



ne peut que verser dans le symbolique et le festif (manifestations avec lâcher de ballons, chaînes humaines...).

Les anarchistes n'ignorent rien de la difficulté du pas à franchir. Mais lorsqu'on s'est battu toute une vie, jusqu'à feindre des illusions sur la capacité à réguler un système (voir Yves Paccalet: *L'humanité disparaîtra, bon débarras*), vient un moment où il faut assumer pleinement ses responsabilités. Ce n'est plus seulement Billancourt qu'il s'agit de ne pas désespérer, mais l'ensemble de la jeunesse. Et, en l'occurrence, il n'y a pas de demi-mesure. Lorsqu'on n'a pas le courage de choisir la voie révolutionnaire, la seule raisonnable dans une société non seulement bloquée mais en déliquescence, il ne reste plus que l'option réformiste, celle qui, précisément, peut entretenir la confusion idéologique, celle qui propose des solutions dérisoires au regard des problèmes posés, celle qui se complaît dans la fausse critique, la pseudo-rébellion, la subversion factice, celle qui occulte le sens de l'événement, et même celui de l'Histoire, celle qui ne dénonce que les excès du capitalisme, alors que le capitalisme ne peut produire que des excès, celle qui, en définitive, critique le capitalisme pour sauver le capital et assurer sa régulation: la taxation des capitaux (un même outil revendiqué par des adversaires politiques!), la fiscalité — dissuasive ou incitative — la citoyenneté, la consomm'action, et autres emplâtres sur des jambes de bois. Des alternatives « dans » le système, qui ne constitueront jamais une alternative « au » système.

Refuser d'affronter directement le capitalisme, c'est prendre le risque de détourner l'attention des problèmes réels, de fournir une vision édulcorée de la mondialisation, d'occulter les rapports sociaux de domination et d'exploitation dans leur réalité quotidienne, de faire croire que les mêmes causes finiront par produire des effets contraires, de vider la révolte de tout enjeu politique, de contribuer à moraliser, et donc à perpétuer, le capitalisme. C'est se résigner à corriger les abus du marché en le régulant, à atténuer les effets les plus dévastateurs des décisions économiques et politiques, c'est chercher à amender, adoucir, humaniser un système monstrueux, c'est-à-dire continuer à gérer la misère dans les limites d'un horizon supposé indépassable.

C'est faire croire à l'existence d'un État neutre (ou d'une « Europe forte ») investi d'une mission sociale, alors que, loin d'être concurrents, l'État et le marché sont étroitement solidaires; la fonction de l'État étant de se reproduire tout en assurant la sauvegarde du capitalisme. Le brave peuple étant convié à « faire pression », à assumer un « engagement citoyen » mais nullement à prendre son sort en main et encore moins à exercer le pouvoir, comme l'écrit Michel Barrillon: *Attac: encore un effort pour réguler la mondialisation!*

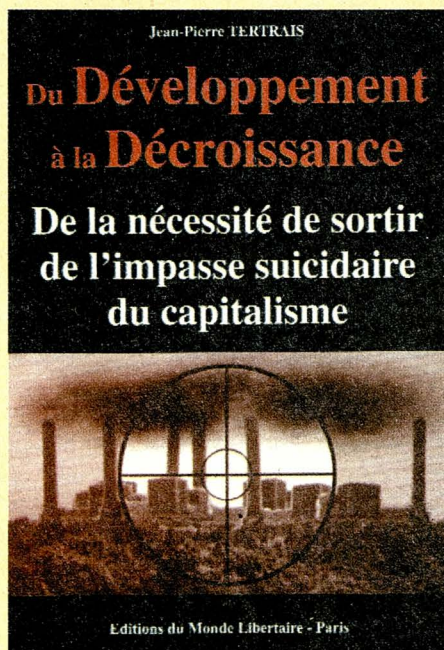
Aborder frontalement le capitalisme, c'est au contraire intégrer les revendications partielles (immigration, sans-papier, racisme,

chômage, licenciements, pollution, santé, agriculture, éducation...) dans une critique globale qui ne ménage pas les susceptibilités, qui s'attaque à la racine commune à la quasi-totalité de ces problèmes, c'est-à-dire la marchandisation capitaliste du monde. La construction d'une société d'hommes libres, égaux et solidaires ne sera jamais acquise définitivement; elle exigera une vigilance permanente pour créer et maintenir, par une lutte collective de masse, une autogestion généralisée. Dans le livre précité, M. Barrillon écrit: « Il est illusoire de penser réformer sur quelques points un système capable d'absorber et de recycler à son avantage n'importe quel mouvement critique. »

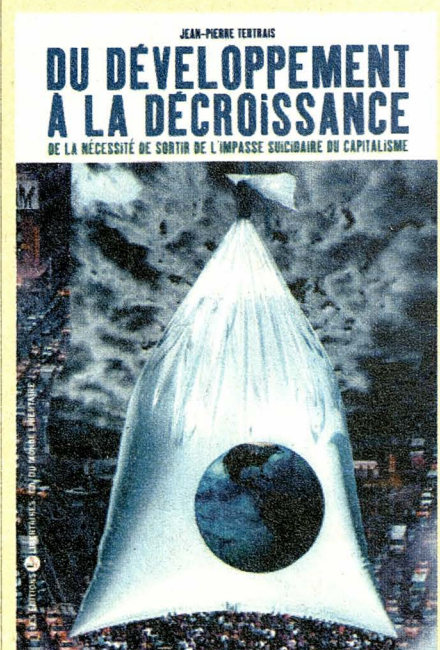
Mais le combat est à mener dès aujourd'hui (il est déjà très tard), avant que ne se produise le chaos duquel l'humanité pourrait ne jamais sortir. Marées noires, pesticides, métaux lourds, déchets radioactifs, pénurie d'eau, forêts rasées, climats bouleversés, famines, épidémies, guerres chimiques, bactériologique ou nucléaire...: les moyens de s'autodétruire ne manquent pas. Il serait suicidaire de continuer à entretenir les mortelles illusions de la croissance, à refuser de regarder la réalité en face. Les élections, le parlementarisme, ne seront d'aucun secours (on ne pratique pas le massage cardiaque sur un cadavre!). Seule une diminution rapide et massive de notre consommation, c'est-à-dire une rupture avec le capitalisme, peut offrir une chance à l'espèce humaine de survivre au désastre qu'elle a amorcé. La course contre la montre est lancée!

J.-P. T.

Du développement à la décroissance, De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme. Brochure de Jean-Pierre Tertrais, Éditions du Monde libertaire, 48 pages, 5 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Du développement à la décroissance, De la nécessité de sortir de l'impasse suicidaire du capitalisme. Livre de Jean-Pierre Tertrais, Éditions du Monde libertaire et Les Éditions libertaires, 234 pages, 12 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.



Transmutation de l'anarchisme

Réponse à **Freddy Gomez**

Dans le *Monde libertaire* n°1447, nous avons publié une note de lecture quelque peu critique, écrite par Freddy Gomez, à propos de la réédition, aux Éditions libertaires, du livre de César M. Lorenzo *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*. César nous a envoyé cet article répondant aux critiques formulées par Freddy.

César M. Lorenzo

PARTOUT où se sont déroulées des journées révolutionnaires, une immense exaltation collective, l'illusion d'un avenir radieux, un extraordinaire sentiment de liberté et de fraternité ont déferlé comme une onde de feu. Hélas! L'euphorie ne durait pas et le drame ne tardait pas à venir. Souvenons-nous de février 1848 à Paris, du soulèvement de Budapest d'octobre 1956, du printemps de Prague en 1968, de Téhéran 1979... Les journées de juillet 1936 à Barcelone ou à Madrid font partie de la liste, mais sans plus. Il importe de relativiser des événements que l'on ne croit uniques que parce que, selon la mouvance dans laquelle on s'inscrit, ils nous touchent de près. Il serait impardonnable néanmoins, pour un historien, de ne pas savoir mettre en valeur dans chaque cas leur « tonalité » propre et leurs origines, si différentes, irréductibles à une quelconque loi générale.

Dans sa critique de mon ouvrage *Le Mouvement anarchiste en Espagne. Pouvoir et révolution sociale*, récemment publié par les Éditions libertaires, Freddy Gomez aboutit à la dure conclusion qu'en le lisant « on ne trouvera pas une seule raison de comprendre pourquoi le rêve émancipateur, collectivement porté par des exploités conscients, s'exprima avec une telle intensité au sein de ce mouvement. Et moins encore pourquoi il s'y donna libre cours, le temps d'un bref été de l'anarchie, en dépit de et parfois contre ses propres leaders... ». (*le Monde libertaire*, 21 au 27 septembre 2006, pp. 17-19.)

Dure conclusion en effet, même si elle est équilibrée, juste auparavant, par la reconnaissance du fait que j'ai écrit « une somme dont aucun chercheur ou simple curieux ne saurait se passer »! Aurais-je donc échoué à situer dans le temps, dans l'espace concret et dans le contexte politico-social l'apparition et l'expansion de ce rêve émancipateur?

Deux longues séries causales dialectiquement entrecroisées se dégagent au fil des

pages: ce qui est imputable à l'ennemi de classe; ce qui relève par contre du seul mérite des militants libertaires. Ainsi voit-on la répression exercée par les gouvernements au service d'une oligarchie bornée, leurs fautes, leurs erreurs, leur discrédit de plus en plus grand: désastre colonial de 1898, guerre du Rif, incompétence économique, caciquisme, recours incohérent et contre-productif à la violence extralégale contre le peuple de gauche, absence de projet éducatif moderne... Depuis l'époque de la résistance à l'invasion napoléonienne (1808-1814), les défaites continuelles, tant en Amérique qu'en Afrique, et les continuels pronunciamientos avaient déconsidéré l'armée; les croyances religieuses n'avaient cessé de s'effriter à cause de l'Église, pleine de morgue, qui avait longtemps lié son sort à celui du carlisme ultraréactionnaire et vindicatif. Contrairement à d'autres pays d'Europe, la classe dominante n'arrivait pas à susciter une mystique nationaliste lui permettant de contrecarrer le développement des idées socialistes et anarchistes. D'autant moins que l'Espagne s'était tenue à l'écart des conflits européens, comme la guerre de 1914-1918, qui renforcèrent un peu partout les préjugés ethniques et patriotiques au point d'enraciner le fascisme au cœur des masses populaires. La lutte des classes tendait à s'exprimer de façon ouverte, bloc contre bloc, sans le tampon absorbant des classes moyennes, très faibles, ni les tours d'adresse de la bourgeoisie entrepreneuriale éclairée, encore peu influente au sommet de l'État.

Toutes ces particularités, entre autres, constituent « l'élément négatif », si je puis dire, qui a favorisé, sur fond de misère persistante, l'essor d'un mouvement ouvrier révolutionnaire. Et, comme je l'ai montré aussi, une fois passé le moment critique (1917-1922) d'un possible basculement des travailleurs espagnols dans le marxisme-léninisme, et par suite de l'incapacité du Parti socialiste à tirer profit d'une situation explosive, la voie était libre pour une puissante





implantation anarchosyndicaliste. Car « l'élément positif » représenté par la CNT venait de fort loin : une pratique d'action directe maintenue sans discontinuité, malgré les hauts et les bas, dans la lignée « antiautoritaire » de la Première Internationale ; une œuvre remarquable d'éducation, de contestation et de solidarité prolétarienne poursuivie durant des décennies... N'en ai-je pas parlé tout au long de mon livre, notamment dans la partie intitulée « Les clefs de la Révolution espagnole » ? N'aurais-je pas suffisamment expliqué, par ailleurs, l'ampleur et la vigueur des réalisations autogestionnaires ?

Le défi de la CNT en 1936-1939 fut justement, dans une terrible situation de guerre civile, de défendre envers et contre tout l'autogestion, compte tenu du rapport des forces. De la protéger de ses ennemis avoués, bien sûr, mais aussi des dangers qui la menaçaient de l'intérieur : le risque d'un néo-capitalisme ouvrier au niveau de la micro-autogestion (les unités de production agricoles et industrielles) cloisonnée dans une économie de marché toujours existante ; le risque de bureaucratisation au niveau de l'autogestion d'ensemble, ou « socialisation », peu à peu édiflée par l'intermédiaire des fédérations de collectivités paysannes, des fédérations d'industrie des centrales syndicales et des conseils de l'économie locaux, régionaux et national. Et, bon gré mal gré, elle en vint à préconiser la démocratie industrielle la plus avancée dans le cadre d'un État socialiste fédéral garantissant le pluralisme politique et idéologique.

Aujourd'hui encore, les anarchistes ont de la peine à admettre la nécessité où se trouva le mouvement libertaire espagnol de participer au gouvernement de la République (autre chose est la question de l'efficacité des ministres de la CNT, il faut bien faire la distinction), rien moins qu'à trois reprises : novembre 1936, avril 1938 et mars 1939 à la suite d'un coup d'État ! Aussi ai-je l'impression que lorsque Freddy Gomez me fait le reproche d'« une lecture par trop idéologique de l'histoire », c'est faute de pouvoir me répondre sur le terrain des faits, avec des arguments solides. A moins qu'il ne veuille nous signifier que j'ai accordé trop de place à « l'idéologie », au sens du XVIII^e siècle, aux dépens de l'analyse des circonstances historiques objectives. Ce n'est pas clair.

En tout cas, loin de chercher à asséner au lecteur des thèses rigides, sans nuances, ou de me contenter d'égrener par le menu les divergences et les déchirements internes de l'anarcho-syndicalisme en Espagne, j'ai essayé de dégager sa créativité et la variété de son action d'une époque à l'autre, d'une région à l'autre. On tend toujours à tout ramener au modèle catalan, en oubliant par exemple l'originalité de la CNT des Asturies, sa conception de l'organisation, ses liens étroits avec les socialistes, sa pratique particulière de l'autogestion. J'ai relevé tout autant, pour les comparer, les différences de mentalité entre les militants andalous, valenciens, basques, madrilènes, etc., en les corrélant chaque fois avec la différence des conditions de lutte.

Bien entendu, je ne pouvais tout dire. L'histoire suppose des choix : elle est forcément partielle tant la diversité du réel est inépuisable et changeante, riche en puissance d'une infinité de « directions » contradictoires. Et elle est forcément partielle : lorsque les historiens prétendent être « neutres » ou « scientifiques », ils se leurrent ; ils ne font que succomber à l'idéologie dominante actuelle. Prenons le cas des anarchistes : ils ne manquent pas de les rabaisser et de les ridiculiser avec bonne conscience.

Persuadé du caractère transitoire, toujours inachevé et socialement conditionné, de la connaissance humaine, je n'ai pour ma part aucune « certitude de détenir la vérité » en quelque domaine que ce soit, si tant est qu'un « ton péremptoire », aux yeux de Freddy Gomez, ait pu nuire à mon discours. J'ai seulement quelques convictions forgées et remodelées par l'expérience personnelle, comme tout un chacun, par l'observation des événements de l'actualité, par les ouvrages philosophiques que je lis... et très spécialement par mes propres recherches historiques sur l'anarchisme, sur la guerre d'Espagne, sur les mouvements sociaux.

Entre les deux versions de mon livre, il y a une évolution dans l'appréciation des faits qui a échappé à Freddy Gomez. En 1969, j'avais l'espoir mêlé d'inquiétude de voir renaître en Espagne une CNT puissante, et mon travail se terminait par une mise en garde préventive. On sait ce qu'il advint après la mort de Franco en 1975 : une catastrophe pour le camp libertaire, que j'ai douloureusement ressentie, alors même que s'estompait en France l'impact de mai 1968. J'en ai fait maintenant le récit, et à nouveau les dernières lignes éclairent l'ensemble des pages qui précèdent. La rupture avec l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme traditionnels est désormais consommée.

Il n'y a pas lieu, ici, d'étaler mes interrogations et orientations fondamentales. Pour m'en tenir à notre sujet, le mouvement libertaire espagnol, le grand paradoxe que j'exprime consiste en un retournement complet des interprétations habituelles : la prétendue faillite de la CNT en 1936, par rapport au rêve d'absolu qu'elle avait véhiculé, fut en réalité une réussite par rapport à ce que les révolutionnaires ont pu réaliser ailleurs dans le monde au point de vue de la justice sociale, des libertés et de l'organisation industrielle. Ce qu'on avait pris pour un tombeau se révèle être un tremplin possible pour lutter contre le capitalisme, libéral ou d'État, et les régressions sinistres qui se précisent.

Mais que tout soit empreint de relativité dans un devenir sans fin – y compris la liberté – ne peut ni ne doit nous décourager. Surmontant les credos confortables, nos peurs et nos inhibitions, brisant les limites de notre petit ego, faisons de nos vies et de notre action collective une création sans cesse renouvelée. Soyons tous des dieux, soyons tous des maîtres. C. M. L.

Histoire universelle de Marseille

De l'an mil à l'an deux mille

IL ÉTAIT UNE VILLE. La cité, le demos, la commune... C'est toujours à cette échelle humaine que les peuples ont imaginé et pratiqué la démocratie, parce qu'elle pouvait être directe. Avant que le rouleau compresseur de la mondialisation capitaliste entreprenne l'arasement des cultures et des sociétés, les États-nations ont longtemps combattu les identités régionales et la prétention des grandes cités à l'émancipation vis-à-vis du pouvoir central. Alèssi Dell'Umbria, Marseillais et militant de terrain, raconte comment sa ville a résisté mille ans avant de succomber à l'État français.

L'histoire commence au bas Moyen Âge, vers l'an mil, cinq siècles après l'effondrement de l'Empire romain. Dans les pays de langue d'oc, les villes sortent de leur longue léthargie. Sous l'influence des cités italiennes, chacune invente sa *res publica* afin de contrer les appétits des nobles et des clercs aux dents longues. En Occitanie, les citadins sont automatiquement affranchis; la liberté y est un privilège territorial. À Marseille comme à Avignon, Arles, Tarascon, Nice ou Grasse, les habitants élisent des consuls pour les représenter et créent des milices pour se défendre. Dans les campagnes, le servage est aboli dès la fin du XII^e siècle. Deux siècles durant, le sud de la France bâtit sa propre civilisation, loin des grands féodaux du Nord et du pouvoir royal.

Ils vont se manifester brutalement en 1209. Sous prétexte de croisade contre les cathares hérétiques, les barons francs déferlent sur l'Occitanie, pillant, brûlant et massacrant au nom de la sainte Église catholique. Les envahisseurs mettent le siège devant Marseille quelques années plus tard. Investie, la ville est soumise au joug des soudards du roi de France et des légats du pape, après quelques émeutes et l'excommunication de tous les habitants. Dès lors, une lutte permanente et sourde va opposer la grande cité provençale à l'État français, celui-ci cherchant obstinément à renforcer les liens de sujétion des provinces et des villes, et Marseille profitant de chaque soubresaut de l'histoire – les guerres de religion, la Fronde, la Révolution ou la Commune – pour tenter de rompre ses amarres et prendre le large.

L'humiliation de la douce Occitanie soumise au Nord brutal et la nostalgie de l'autonomie perdue imprègnent la culture marseillaise. Marseille, métropole ouverte sur le monde méditerranéen et sur trois continents, aspirait, plus que toute autre, à établir des relations libres avec d'autres grandes villes

portuaires et indociles: Alger la barbaresque, Tanger l'interlope, Barcelone en rouge et noir, Alexandrie, Beyrouth, Venise, etc. Quand on est un port, une cité où se parlent vingt langues et plus, on a moins le sentiment des frontières et, partant, moins d'appétence pour la guerre patriotique. Cosmopolitisme et métissage protègent de la rage nationaliste, tout comme l'exercice du contre-pouvoir vaccine contre les grandes fièvres unanimistes. À chaque guerre, les journaux de Paris accusent les Marseillais de ne pas se faire tuer avec autant d'empressement que leurs compatriotes nés plus au nord, et l'état-major tient particulièrement à l'œil les régiments « méridionaux ».

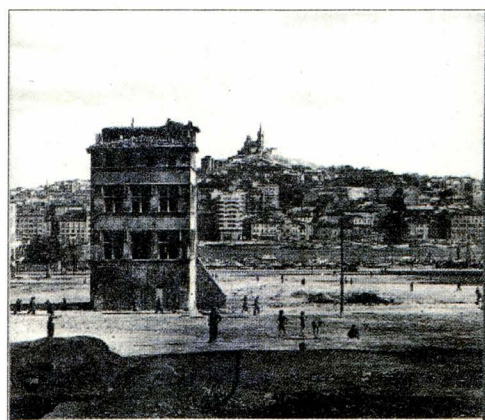
Du mépris des élites parisiennes, les Phocéens se feront un drapeau, comme en témoigne le folklore local, subtil mélange d'insolence et d'autodérision.

Mille ans d'insoumission se soldent pourtant tristement, pour Marseille comme pour les autres collectivités rebelles, par l'allégeance au pouvoir d'État, puis au capitalisme mondialisé. Le refus de l'ordre établi serait-il désormais confiné aux quartiers nord et l'enthousiasme collectif au stade vélodrome?

Marseillais ou non, le lecteur ne devra pas reculer devant l'épaisseur de ce livre qui palpite comme un roman. Alèssi Dell'Umbria fait œuvre d'érudit, mais sans nous assommer du poids de ses connaissances. Nous suivons pas à pas le conteur qui fait revivre la cité à l'époque où ses habitants l'organisaient eux-mêmes, puis décortique les manœuvres des pouvoirs politiques et économiques pour atomiser la société citadine, privatiser les biens publics, déposséder les collectifs, briser les liens de solidarité, afin d'ériger une ville rentable, docile, normalisée pour mieux produire au service du capital. La lutte des classes se déroule dans le champ clos de l'espace urbain, et nous comprenons mieux les mécanismes par lesquels la bourgeoisie installe et perpétue sa domination sur le peuple travailleur. Un beau cahier de vingt-trois cartes et illustrations en couleurs montre les étapes du développement de la ville et de sa mise en coupe réglée.

Alèssi Dell'Umbria a voulu montrer qu'on pouvait partir du local pour mieux retrouver l'universel. Son histoire de Marseille, vue d'en bas et de l'intérieur, est plus qu'une réussite. Elle devrait faire des émules.

François Roux



ALÈSSI DELL'UMBRIA

Histoire universelle de Marseille

De l'an mil à l'an deux mille

AGONE
MÉMOIRES SOCIALES

Un livre de Alèssi Dell'Umbria
aux éditions Agone à Marseille,
collection Mémoires sociales,
756 pages, 28€

L'islam et la « **pévention** » des maladies cardiaques

OUI, LA FAUTE D'ORTHOGRAPHE est dans le titre. Dans le titre d'un livre du docteur Muhammad Tâhir al-Qadrî.

Le docteur Muhammad Tâhir al-Qadrî (très utile, la fonction copier-coller, dans les cas de doctorite chronique) est titulaire d'une maîtrise de code pénal islamique de l'université du Punjab et d'un doctorat en hadîths à La Mecque.

Il a donné plus de 4000 conférences. Sur le Coran, la Sunnah, la Sîrah, l'Histoire islamique, le Mysticisme, la Morale, la Spiritualité, la Théologie, la Philosophie, la Loi, la Jurisprudence, la Politique, l'Economie, le Système Bancaire, la Direction et la Gestion d'entreprises, la Sociologie islamique et la Parapsychologie (voilà un « et » bien révélateur), la Religion et la Culture, la Science Médicale, l'Embryologie, la Cosmologie, l'Astronomie, l'Astrophysique. Les majuscules sont celles de la quatrième de couverture de notre opuscule. Le docteur a, en outre, dans son temps libre, publié 191 ouvrages.

Dont l'immortel « L'Islam et la pévention des maladies cardiaques ». Après sa lecture, je me sens autorisé à lancer un solennel message. Anarchistes, nous qui souhaitons vivre longtemps pour que notre sacrifice à la cause soit plus utile, plus fécond, embrassons la foi islamique, elle nous sauvera des accidents cardiaques!

Car, bon sang, mais c'est bien sûr: avec cinq prières par jour, on a de l'exercice. D'autant que ces exercices, comprenant genuflexions et prosternations, compressent intelligemment les mollets. Ce qui améliore le retour veineux, l'une des clés de la santé.

Et ce n'est pas tout: l'islam, en aménageant une sexualité active et heureuse, permet de diminuer les tensions, source de stress et d'infarctus.

Et l'islam, en exigeant le pardon des offenses, permet de diminuer encore plus de tensions. Soit dit en passant, le pardon à la ceinture de TNT garantit l'élimination définitive des tensions.

Et l'islam interdit le porc. Si Allah nous interdit le porc, c'est parce que, comme il nous a faits, Il sait bien que le cholestérol ne nous va pas et que, si nous mangeons trop de porc, nous allons nous gonfler de cholestérol. Surtout celui des deux cholestérols qui est le méchant, le satanique, le plombier d'artères, retour veineux ou pas retour veineux. Que celui qui se demande alors pourquoi Allah s'est fatigué à créer le porc et à lui donner bon

goût aille rôtir en compagnie des libre-penseurs!

Et l'islam interdit l'alcool; or même la science athée le reconnaît, l'alcool est le père de tous les maux, de toutes les maladies. Heureusement que l'islam, la meilleure médecine péventive, pense à nous.

Et l'islam recommande vivement la consommation de fibres alimentaires. Comment? Vous ne croyez pas ce que dit le (ici, copier-coller!) docteur Muhammad Tâhir al-Qadrî (c'est bon, copier-coller, couché!)? Malheureux mécréant! Le DMTAQ (copier-coller est allé chiper du cholestérol chez le boucher) sait que le saint Prophète adorait le pain de céréales complètes et en consommait de grandes quantités.

Et l'islam recommande vivement la consommation de viande blanche. La bonne viande, la blanche. Pas la grasse rouge. Le Coran a déclaré qu'à la cantine du paradis, ça serait viande blanche au déjeuner et au dîner: « On leur servira la viande de volaille qu'ils désirent. »

Le DMTAQ nous assure que, dans ce verset, la viande de volaille ne fait référence ni aux fesses des 72 houris, ni à celle d'Aïcha, épouse du saint Prophète à six ans et déflorée à neuf ans.

Et l'islam recommande vivement la consommation de raisin, d'ail, et d'oignon, malgré l'existence du culte des adorateurs de l'oignon. Ce sont là d'utiles instruments de pévention des maladies cardiaques.

Et, nous rappelle avec sagesse le DMTAQ, l'islam recommande vivement la consommation de la figue et de l'olive. En effet, le saint Prophète les dévorait avec avidité, ouvrant la voie à la pévention des maladies cardiaques.

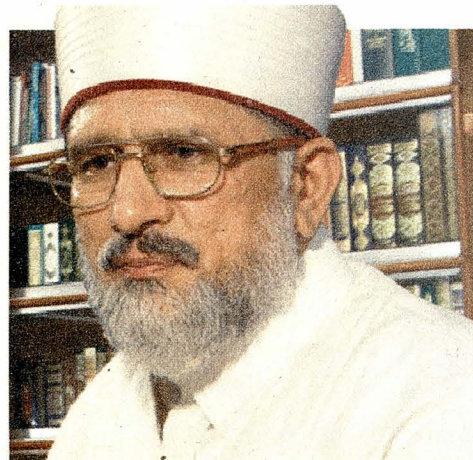
Franchement, tant de conseils précieux pour la modique somme de deux euros cinquante, car l'opuscule du DMTAQ a été imprimé en Inde, c'est donné. Demain, je téléphone à mon imam.

A moins que...

A moins que je ne reçoive la visite du Spot. Vous ne connaissez pas le Spot? Consultez un bon dictionnaire d'argot: vous y trouverez comme synonyme à « yoyoter de la touffe » et « travailler du chapeau » la belle expression « onduler de la toiture ». Merci au Spot, le service de pévention des ondulations de toiture.

Nestor Potkine,

Pensif devant ses péventifs bocciaux d'olives



Docteur Muhammad Tâhir al-Qadrî

Malatesta, le retour

LES ÉDITIONS DU MONDE LIBERTAIRE publient les « Ecrits choisis » d'Errico Malatesta : rien de bien nouveau, à première vue. Mais à y regarder de plus près, on constate combien son propos est toujours d'une étonnante actualité :

Celui qui peut s'adapter et vivre content parmi des esclaves et profiter du travail des esclaves, celui-là n'est pas et ne peut pas être anarchiste.

Est anarchiste, par définition, celui qui ne veut être ni opprimé ni oppresseur, celui qui veut le maximum de bien-être, le maximum de liberté, le plus grand développement possible pour tous les êtres humains.

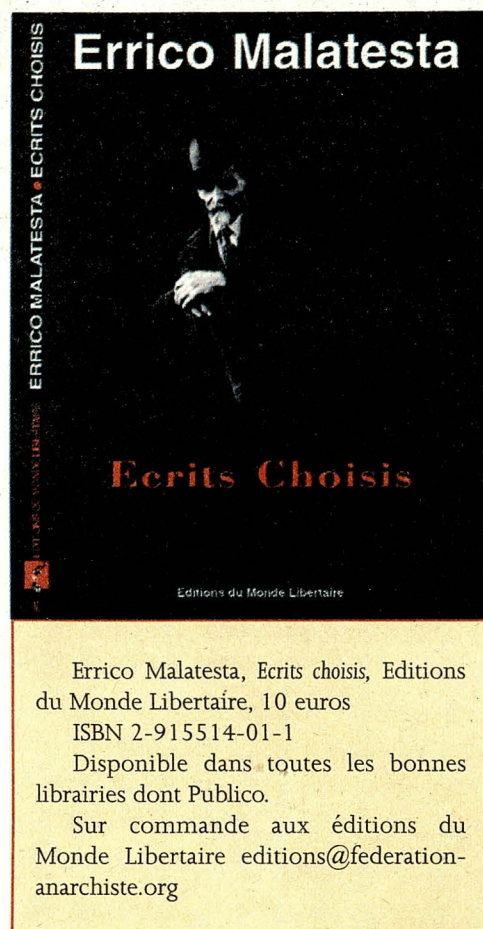
Pour que triomphe l'anarchie, ou même simplement pour marcher vers son triomphe, il faut la concevoir comme un phare lumineux qui éclaire et attire, mais aussi comme quelque chose de possible et de réalisable, non pas dans les siècles à venir mais dans un temps relativement proche, et cela sans

compter sur des miracles. (Pensiero e Volontà, 1er février 1924)

J'ai le malheur – ou le bonheur – de ne pas être un littérateur. Je ne sais pas faire de belles phrases et cela ne m'intéresse pas, je n'aime pas la rhétorique ampoulée. Ce que je dis, je le dis toujours au pied de la lettre et c'est pourquoi j'ai tendance à prendre au pied de la lettre ce que disent les autres. (Pensiero e Volontà, 16 avril-16 mai 1925.)

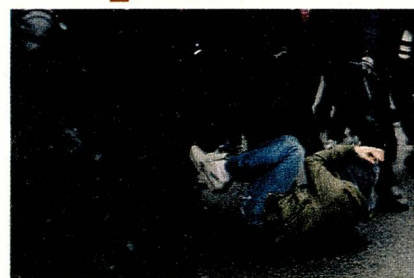
Et il dit beaucoup de choses, sur différents sujets (la pensée anarchiste, l'organisation, production et distribution, la propriété, la révolution anarchiste, ...), en allant droit au but. Simple, direct, efficace. Ses écrits, publiés à l'origine en trois volumes, sont ici regroupés en un livre de 210 pages avec un cahier photo central. Indéniablement, un ouvrage essentiel pour ceux et celles qui s'intéressent à la pensée libertaire.

Pacotte



Non-lieu pour Marc Auray !

Sentiment d'impunité pour l'appareil policier dans sa volonté de diminuer **toujours plus** les libertés publiques



RAPPEL DES FAITS : Le 29 avril 2005, lors d'un rassemblement régional pacifique et revendicatif à l'entrée de l'hôpital de Vienne pour demander une augmentation des moyens au ministre de la Santé de l'époque, M. Douste-Blazy, venu en visite, les forces de police entrent dans l'hôpital et exigent le retrait du véhicule. Celui-ci était pourtant placé à cet endroit à la demande des RG. Marc tente de négocier. Il est bousculé, renversé à terre, menotté puis traîné derrière les bâtiments. Les manifestants interpellent les forces de l'ordre et après discussion, Marc est démenotté. Ensuite, comme prévu, il fait partie de la délégation reçue une demi-heure plus tard par le ministre. Aujourd'hui, il est convoqué en correctionnelle pour injure et violences physiques suite aux plaintes de deux C.R.S. La répression des C.R.S. envers les militants était

particulièrement violente. Les témoignages le prouvent. Le 22 septembre 2006, une centaine de militants sont venus soutenir Marc Auray devant le palais de justice de Vienne. Le procureur a demandé un mois de prison avec sursis et 1000 euros d'amende. Après délibérations, vers fin septembre, Marc a été condamné à quinze jours avec sursis et 3 700 euros d'amende.

Comme le rappelle un rapport récent d'un responsable européen de la justice et de la police, le sentiment d'impunité dont s'estime doté la police française fait courir un vrai danger pour la liberté publique. Dans la période récente, les arrestations arbitraires, ciblées, visant à faire peur et taire l'expression revendicative se multiplient. Elles sont organisées, soutenues, elles sont dangereuses ! L'État cherche à multiplier les attitudes et provoca-

tions en guise de réponse aux revendications de l'expression syndicale. Le gouvernement et les forces de police se jouent de la démocratie. Les scandales d'abus de pouvoir, d'enquêtes bâclées, jettent un réel discrédit sur l'ensemble de la police. Le ministre de l'Intérieur et ses sbires ne nous font pas peur et ne feront pas taire la CGT. L'activité syndicale, le droit de manifester, ne doivent souffrir d'aucune discrimination !

Marc et la CGT envisagent de faire appel. Un comité de soutien va être monté. Pour toute information et pour tout soutien, écrire à :

CGT Vinatier - Hôpital le Vinatier - bd Pinel Bron 69500.

Guy

Groupe Nestor-Makhno de la région stéphanoise.

Radio libertaire

Jeudi 2 novembre.

De rimes et de notes à 12 heures : Actualité de la chanson et du spectacle. Thème : « On n'aime guère que la paix ! », avec un programme de chansons antimilitaristes.

Vendredi 3 novembre

Place aux fous à 13 heures : Philosophie & musique. Invité : Gérard Terronès. Pour parler avec lui des disques qu'il produit sur ses labels Futura et Marge et plus particulièrement de groupes français de la fin des années soixante et du début des années soixante-dix.

Ça booste sous les pavés à 22 h 30 : Musiques, reportages, actus... Émission du Comité de Solidarité du Peuple basque, qui relatara les événements du Pays basque.

Samedi 4 novembre

Chroniques syndicales à 11 h 30 : Luites et actualités sociales. Les informaticiens et les sociétés de prestations, avec des informaticiens, syndiqués ou non.

Chroniques rebelles à 13 h 30 : Débats, dossiers, rencontres... « La Cagoule », avec Annie Lacroix-Riz, auteure de *Le choix de la défaite*. Les élites françaises dans les années 1930 (Armand Colin).

Deux sous de scène à 15 h 30 : Magazine de la chanson vivante. Un programme de chanson française concocté par Nicolas Choquet.

Tribuna latino-américana à 19 heures : L'émission aura pour thème « Situation des mouvements sociaux au Brésil en période électorale ». Autre thème traité : la situation des émigrants et demandeurs d'asile politique latino-américains, en présence d'un membre de l'Union d'associations latino-américaines en France.

Nuits libertaires « Tous les 15 jours, on mange du poulpe » à 21 heures : Rock, ska et musique impro. Avec le slameur D. de Kabal.

Dimanche 5 novembre

Ni maître ni dieu à 10 heures : Livres penseurs. Avec les dépêches d'actualités : « Les enfants ne sont la propriété de personne : ni de leurs parents, ni de la société. Ils n'appartiennent qu'à leur future liberté... » (Bakounine).

Chants/Contrechamps à 15 h 30 : Cinéma d'auteurs, chanson à textes 15 h 30-16 h 30. Points de vue sur l'actualité cinématographique ; 16 h 30-17 heures Invitée : la chanteuse Fleur Gire, pour son album *Chansons portraits* (en concert les 16 et 17 novembre au Forum Léo Ferré à Ivry-sur-Seine).

Le Mélange à 17 heures : Le magazine de toutes les musiques. Un programme musical proposé par Michel Polizzi.

Lundi 6 novembre

Les mangeux d'erre à 09 h 30 : Émission écolo libertaire. Entretien avec Étienne Cendrier de « Robin des Toits », association agissant pour la prévention de la santé des riverains d'antennes-relais et des usagers des téléphones portables.

Lundi matin à 11 heures : Infos et revue de presse L'actualité passée au crible de la pensée libertaire, par Laurent.

Les partageux de la Commune à 13 h 30 : *L'histoire de la Commune*. Jules Dalou, (II^e épisode) : La mission sociale de l'artiste.

Agora libertaire à 18 heures : Mission civile n° 122 en Palestine. Le groupe Gaston Couté de la Fédération anarchiste invite les membres de la Mission civile n° 122, pilotée par l'association Orléans Loiret Palestine et le CCIPPP, pour parler de leur séjour en Palestine pendant l'été 2006.

Ça urge au bout de la scène à 21 heures : Magazine de la chanson vivante. L'actualité de la chanson francophone, par les deux Bernard.

De la pente du carmel, la vue est magnifique à 22 h 30 : Humour et humeur noirs. Revue de presse politiquement incorrecte...

Mardi 7 novembre

Des oreilles avec des trous (dedans) à 17 heures : Des fusiques molles pour tous les tous. Émission n° 66 : Programme libre. Vous ne saurez ce que vous écouterez ce jour qu'en ouvrant votre poste sur le canal autorisé, 89,4 MHz à 17 heures.

Pas de quartier... à 18 heures : Émission aimablement destinée aux sujets qui fâchent et aux gens pas d'accord avec ce qu'on nous serine. Invité : René Schérer, coauteur de *Passages pasoliniens* aux Presses Universitaires du Septentrion, interviewé en direct par Patrick et François... Tous à vos postes à galène ! (si vous en trouvez encore N.D.L.R.)

Mercredi 8 novembre

Blues en liberté à 10 h 30 : Émission musicale blues. Pianistes et guitaristes. Tout un programme !

Le manège à 14 heures : Littérature & cinéma. L'invité littéraire : Javier Cercas pour *A la vitesse de la lumière* (éditions Actes Sud), par Boris Beyssi ; les chroniques ciné de Heike Hurst.

Léo 38 à 16 heures : À l'heure du goûter. Reggae et autres, avec Shanti D., Papa Laurent et Papa Frédéric... lève ton doigt en l'air, Libertaire !

Femmes libres à 18 h 30 : Michèle Rollin, cinéaste, présentera son film sur les 25 ans de Radio libertaire ; information sur le colloque à l'Unesco concernant le « féminisme » musulman : pire que prévu !

Ras les murs à 20 h 30 : Nous recevons Rolland Hénault, professeur à la Centrale de Châteauroux, pour son livre *Construire des prisons pour enrayer la délinquance, c'est comme construire des cimetières pour enrayer l'épidémie*, qui sortira fin octobre, aux éditions du Monde libertaire.

89.4 MHz en région parisienne
rl.federation-anarchiste.org

Jeudi 2 novembre

Paris 18^e

Une femme seule de Dario Fo et Franca Rame, mise en scène Philippe Chauveau, au Funambule, les jeudis, vendredis et samedis à 20 heures en octobre et novembre, au 53, rue des Saules. Métro Lamarck-Caulaincourt. Réservation conseillée au 01 42 23 88 83.

Vendredi 3 novembre

Chalon-sur-Saône (71)

Conférence-débat contre tous les enfermements avec la participation de Lucien Léger, organisé par le collectif La Vache noire et le groupe libertaire de Saône-et-Loire, à 20 heures, 21, rempart Saint-Vincent.

Besançon (25)

Rencontre avec les éditions Grinalbert, association bisontine de livres audio. Ils viendront nous expliquer le sens de leur démarche. Rdv à la librairie L'Autodidacte - 5 rue Marulaz - à 20h30.

Samedi 4 novembre

Marseille 1^{er}

Conférence-débat avec Céline Beaudet pour son livre *Les Milieux libres: « Vivre en anarchistes à la Belle Époque en France... »*, à 17 heures au CIRA, 3, rue Saint-Dominique.

Rennes

Le groupe la sociale de la Fédération anarchiste de Rennes organise un grand meeting commémoratif et revendicatif avec projections vidéo de documentaires sur la révolution espagnole, exposition d'affiches de l'Espagne libertaire de l'époque, diaporama commenté sur l'Espagne de 1936-1939 par Wally Rosell, témoignage de Pierre Petit sur les grèves de 1936 sous le Front populaire et sur les camps de réfugiés espagnols de Saint-Brieuc, introduction sur la charte d'Amiens de

1906 et son actualité dans les luttes sociales et syndicales d'aujourd'hui, puis débat avec la salle sur le thème « Hier ils ont osé! Et aujourd'hui, de quelle société les anarchistes veulent-ils? », de 14 heures à 19 heures, à la maison de quartier de Villejean, 2, rue de Bourgogne. Table de presse (livres, brochures anarchistes).

Paris 20^e

Concert de soutien à la création de Libertalia, maison d'édition libertaire: Avec Cartouche (punk 80's Paris), Skuds & Panic People (street punk & ska - Rennes), Brixton Cats (punk rock Paris). À la Miroiterie, 88, rue de Ménilmontant. 5 euros.

Lundi 6 novembre

Clermont-Ferrand

Projection-débat de « I » (documentaire) au sujet des relations entre les médias et le pouvoir à partir de l'expérience du plus grand réseau mondial de média-activistes: Indymédia. Le documentaire suit la première année d'un petit collectif de Buenos Aires à travers ses luttes au milieu d'assassinats, d'une économie en ruine et des bouleversements politiques argentins. Documentaire réalisé par Raphaël Lyon et Andres, au Raymond's Bar, 20 heures, 77, avenue Édouard-Michelin. Prix Libre.

Mardi 7 novembre

Toulouse

Rencontre-débat et vidéo *Coca Cola assassine*, avec Marco Antonio Sosa (militant d'*Estudios libertarios* de Bogota) sur l'assassinat des syndicalistes colombiens (1925 morts en 2002, 64 morts en 2003), à 20 heures, 18 avenue de la gloire.

Mercredi 8 novembre

Vannes (56)

Le groupe libertaire René Lochu (FA Vannes) organise le mercredi 8 novembre, à partir

de 20 heures, à la maison des associations, 6, rue de la Tannerie, la projection du film *Land and Freedom* de Ken Loach, sur la guerre civile et la révolution espagnole de 1936. Pourquoi Ken Loach a pu choisir un tel sujet? Quel enseignement de la révolution espagnole pour les luttes d'aujourd'hui? Entrée libre - Table de presse.

Vendredi 10 novembre

Clermont-Ferrand

Neptune + guests - 20h30
prix libre au Raymond's bar (espace autogéré), 77, avenue Édouard-Michelin.

Samedi 11 novembre

Mazauges (83)

Maudite soit la guerre! Le groupe Nada organise un rassemblement devant le monument pacifiste de Mazauges à 10h30 suivi d'un repas.

Paris 20^e

Rencontre Débat et vidéo *Coca Cola assassine*, avec Marco Antonio Sosa (militant d'*Estudios libertarios* de Bogota) sur l'assassinat des syndicalistes colombiens (1925 morts en 2002, 64 morts en 2003), à 18 heures, au 33, rue des Vignoles

Besançon (25)

Rassemblement anti-militariste, rue Bersot. Nous rebaptiserons la rue en « rue Bersot - fusillé pour l'exemple ».

Paris 5^e

Projections: *Les Petits Soldats*, *Na Citade Vazia*, *La nuit de la vérité*, *Un héros*. Débats: Cabinda, Enfants soldats, etc. Lectures. Expos: Collages de Chari Goyeneche, toiles de Zecarias Tedros, Cartes à gratter d'Yves Chambon. Tables de presse et buvette, de midi à minuit, Espace culturel La Clef, 21, rue de la Clef. Info: www.unionpacifiste.org

RADIO LIBERTAIRE - 89.4 FM

FÊTE SES 25 ANS

[HTTP://RL.FEDERATION-ANARCHISTE.ORG](http://rl.federation-anarchiste.org)



SAMEDI 18 ET DIMANCHE 19 NOVEMBRE 2006
DE 10 HEURES À 19 HEURES

SALLE OLYMPE DE GOUGES

15, RUE MERLIN 75011 PARIS - M° VOLTAIRE

RENSEIGNEMENTS : [HTTP://RL.FEDERATION-ANARCHISTE.ORG](http://rl.federation-anarchiste.org)